Journal 12 - 19 mai 2021.qxp_HO 5/12/21 4:28 AM Page 1

ENGLISH PAGES : 7,11

Kreyòl : Paj 6

HAITI OBSERVATEUR

Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York, cet hebdomadaire est édité par la société Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: $1,00
Partout ailleurs : 1,50 $
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. LI, No. 19 ***New York*** *: Tel : (718) 812-2820;* • ***Montréal*** *(514) 321-6434;* • ***Port-au-Prince****: (011 509) 223-0785* • *Paris (33-1)43-63-28-10* ***12 - 19 mai 2021***

JOVENEL MOÏSE ET CLAUDE JOSEPH : CAP SUR LE RÉFÉRENDUM ET LES ÉLECTIONS

Paiements aux gangs : millions $ U.S. à Port-au-Prince; en gourdes en provinces

USD 600 millions $ à ceux de la capitale; 55 millions aux autres...

Par Léo Joseph

Nonobstant l'opposition déclarant la guerre aux représentants du Conseil électoral provisoire (CEP), engagés dans des expéditions en provinces, dans le cadre d'une campagne de sensibilisation en faveur du référendum illégale et illégitime, ainsi que des élections anticonstitutionnelles de Jovenel Moïse, celui-ci prend des mesures extrêmes pour mener à bien son double projet. Mais, au bout du compte, c'est le peuple haïtien qui fera les frais de cette folie. Des millions ont été décaissés en faveur des gangs armés, afin d'imposer ces joutes au pays, en sus de tromper la vigilance de la communauté étrangère soucieuse de l'insécurité imputable aux gangs armés semant la terreur sur toute l'étendue du territoire national. Sous les ordres du président de facto, Jean Baden Dubois, gouverneur de la Banque de la République d'Haïti (BRH), délie pleinement la bourse.

On apprend, en effet, dans des milieux proches de la Banque centrale, que des centaines de millions, en monnaie nationale et en devises auraient été décaissés, afin de rémunérer les chefs de gang, suite à l'accord conclu avec ceux de Village de Dieu et de Grand Ravine. À cause de ce

Suite en page 4

LES AGENTS DU CEP TOUJOURS MOBILISÉS

Des rencontres clandestines organisées pour esquiver les opposants

Les hommes et femmes déployés dans la campagne de sensibilisation autour du double projet référendum illégal et inconstitutionnel et élections inconstitutionnelles faites sur mesure pour Jovenel Moïse ont de bonnes raisons d'afficher autant d'obstination dans la tâche. Avec les millions décaissés, en devises, en faveur des gangs armés, on peut imaginer comment sont rémunérés les agents su Conseil électoral provisoire (CEP) qui se rendent en mission dans les provinces.

Les équipes envoyées aux fins

Me Andalasse Mertilus, celui qui a lancé la guerre contre le CEP à Jean-Rabel.

d'organiser des séminaires de sensibilisation hors de la capitale sont sérieusement pris à partie par les communautés qu'elles ont visitées, dont la dernière en date est la ville de Mirebalais. La population, en majorité des jeunes des deux sexes, s'était mobilisée, bloquant des artères de la ville pour forcer les représentants de l'organisme électoral bidon à vider les lieux.

Il semble que les CEPistes, si on peut les définir ainsi, n'aient

Suite en page 4

INSÉCURITÉ ET LAXISME DU GOUVERNEMENT

Les patrons montent au créneau

Par Léo Joseph

Les temps ont changé en Haïti. Les patrons, qui ont l'habitude de se complaire dans le silence, face à l'insécurité, qui s'est installée en permanence, et qui gagne de jour en jour plus de terrain, sont sortis de leur silence. Moins d'un mois depuis qu'ils s'étaient réunis avec le nouveau Premier ministre a.i., Claude Joseph, qui

Suite en page 13

RÉFÉRENDUM BIDON ET ÉLECTIONS SUR MESURE

Les perspectives de moins en moins rassurantes

La légitimité de Jovenel Moïse sérieusement mise à mal...

Ambassadeur Juan Gabriel Valdés

L'ambassadeur Ronald Sanders ne mâche point ses mots quand il dénonce les dérives de Jovenel Moïse.

Par Léo Joseph

Si les interventions enregistrées sur la crise multidimensionnelle haïtienne, venant de la communauté internationale, au cours des mois précédents penchaient progressivement vers la reconnaissance de l'illégitimité du régime PHTKiste dirigé par Jovenel Moïse, jusqu'à conforter son arrogance et son obstination à foncer, dans ses dernières démesures, les chances de l'occupant du Palais national commençaient à

Suite en page 5

HAPPENINGS!

Those of Haitian descent who make us proud

Naomi Osaka

Jimmy Jean

In these days when news from the home front is so depressing, it is heartening that, in the Diaspora, some who are still Haitian at heart, though of other nationalities, give us reasons to be proud. They make us think that one day a new generation of Haitians back home will again help change the narrative about the country which once was the "Pearl of the Antilles," and the beacon of freedom for enslaved people everywhere, for having

Continued on page 7

Journal 12 - 19 mai 2021.qxp_HO 5/12/21 4:28 AM Page 2

NOU TOUT FATIGE AVÈK COVID-19

Men COVID-19 poko fini.
Ni batay nou an poko fini.

KONSA, KISA KI GENYEN ANSWIT?

KONTINYE TESTE SOUVAN, MENMSI OU PA GEN SENTÒM, SOF SI OU PRAN TOUT DÒZ VAKSEN AN*

FÈ TÈS LA IMEDYATMAN SI OU SANTI OU GEN SENTÒM RIM OSWA GRIP

TOUJOU METE MASK EPI PRATIKE DISTANS SOSYAL

EPITOU LÈ MOMAN OU RIVE, PRAN VAKSEN AN

Prevansyon transmisyon **COVID-19** kòmanse avèk lè nou konnen si nou genyen li.
TÈS LA DISPONIB GRATIS POU OU.

Ale sou sitwèb t **testandtrace.nyc**
oswa rele nimewo **212-COVID19**

*Si ou pran tout dòz vaksen an kont COVID-19, ou pa bezwen teste sof si ou gen sentòm COVID-19.
Ka gen diferan egzijans pou teste requirements nan sèten anviwònman.

NYC | Test & Trace Corps

Journal 12 - 19 mai 2021.qxp_HO 5/12/21 4:28 AM Page 3

LE COIN DE L'HISTOIRE

Stephen Alexis et Rosalvo Bobo

Par Charles Dupuy

Stephen Alexis fut, sans conteste, l'un des plus brillants hommes de plume haïtiens du XXe siècle. Journaliste, enseignant, diplomate, il est l'auteur du célèbre roman *Le Nègre Masqué* qui, à l'époque de l'Occupation américaine, connut un immense succès de librairie, succès tout aussi retentissant qu'inattendu. Signalons que Stephen Alexis est aussi l'auteur d'un *Abrégé d'Histoire d'Haïti* dans lequel un grand nombre des enfants de ma génération ont étudié les premiers rudiments de notre glorieux passé.

En apprenant la mort de Rosalvo Bobo, survenue à Paris, Stephen Alexis fait aussitôt paraître, dans le quotidien *Le Matin*, du 28 décembre 1929, un article qui couvre toute la page frontispice du journal, intitulé *Adieu au docteur Bobo. « Le câble nous a transmis ces jours derniers la triste nouvelle. Il est mort à Paris, écrit-il, solitaire peut-être, dans une chambre d'hôpital, loin de cette terre natale qu'il a tant aimée. […] Nos journaux n'ont consacré à cette disparition que des lignes brèves et sèches. Le docteur Bobo l'homme qui prononça les trois " jamais ", lorsque la Force demandait que la Patrie fut mise à ses genoux, méritait mieux, j'estime* ». Le lecteur comprendra ici que nous sommes en 1929, que le pays vivait sous le régime de l'Occupation américaine, sous la « *dictature bicéphale* » qu'exerçaient alors le président Borno et le brigadier-général américain John Russell, et que vanter les mérites d'un nationaliste aussi acharné, aussi passionné, aussi charismatique que le fut le docteur Bobo demandait bien plus de hardiesse et de force d'âme qu'on serait porté à le penser. Mais Stephen Alexis ne s'arrête pas là, il va même beaucoup plus loin : « *À l'heure où tant de sycophantes essaient de s'imposer sur le plan national avec outrecuidance, écrit-il, où leurs ambitions ne sont excusées par aucune supériorité, la nation tout entière aurait dû honorer cette grande mémoire, faire entendre sa plainte devant le cercueil de ce fils qui symbolisa à un tournant de sa vie tout l'orgueil des Pères*».

On aura compris que Stephen Alexis était un ami éprouvé et un admirateur inconditionnel du docteur Bobo. Retrouvons-les lors de leur première rencontre. C'était à Port-au-Prince, en 1913, dans les salons du Cercle-Bellevue. « *Je revois le " nègre blond ", écrit Alexis, tête intelligente, grands yeux brûlés, couleur de cuivre clair, cheveux de flamme taillés en brosse [...]. Il était habillé de gris, ganté de gris, chaussé de souliers à tige grise, et jouait avec un stick à pommeau d'argent. Il avait un air ennuyé, lointain, qui trahissait sa passion de la vie. Tout d'abord, il me parut manquer de naturel dans les gestes, dans le parler. Son dandysme, l'abondance des images dont il chargeait sa conversation me mettait en défiance, froissait mon goût de la sobriété classique. Il avait une allure de magnétiseur ou de dompteur de fauve. Sur toute sa personne était répandu un je ne sais quoi de mystique et de démoniaque à la fois, qui ne choquait pas précisément, mais qui gênait. Cependant, peu à peu, je me laissais prendre au charme de sa personnalité étrange, de sa voix chaude et cordiale. Il avait tant de séduction innée, un tel désir de plaire, de conquérir. Dans la suite, je le revis plusieurs fois. Et toujours c'étaient des causeries familières qui prenaient vite le ton des confidences : rêves d'avenir, espérances politiques, possibilités de redresser le pays. Ah ! Que de magnifiques conversations il me dispensa. Toujours je me gardais de lui donner la réplique.*

« *Sa parole était étincelante, avec des aperçus profonds, inattendus. À pleine main, il puisait dans le trésor de sa vaste culture. Sa verve mordait et se dispersait sur tous les sujets. Mais ses pensées généreuses étaient teintées d'un optimisme candide qui faisait éclore, parfois, des sourires sur mes lèvres de vingt ans. Que cet homme était vivant ! Jusque dans la mélancolie, il donnait un spectacle de vitalité. En ces temps-ci (Stephen Alexis fait ici allusion à l'Occupation américaine), nul esprit libre ne peut s'empêcher d'admirer [le docteur Bobo], la force de son caractère, son courage, son désintéressement, poussé jusqu'au dépouillement de lui-même, ce qui est, à mon humble avis, la forme suprême de l'héroïsme.*

« *Un soir, nous le vîmes partir presque sans le sens pour l'exil en mâchant l'herbe amère de la défaite. Lorsqu'il prit congé de moi, il y avait dans sa voix un râle de mourant. Ses yeux étaient bouleversants comme ceux d'un chien perdu […]. Il s'arrêta sur le rocher de St-Thomas, où [était mort] l'Autre grand sacrifié, Anténor Firmin, son illustre chef et ami. […] À la Jamaïque, dans les jardins royaux, les promeneurs se demandaient quel était cet étranger toujours seul et triste, qui méditait devant la mer ? Mais il lui fallut bien interrompre ses hautes et douloureuses songeries. II était au bout de son rouleau d'or — donc il lui faut travailler pour gagner son pain. Impossible d'exercer son art de guérir. Il n'a pas la licence anglaise. C'est la gêne… et qui sait peut-être, la faim. Mais comme dans les romans, une coïncidence vint à son aide. La fille du Gouverneur de l'île se meurt, les médecins blancs avouent leur impuissance. On recourt au fier étranger de couleur qui se dit médecin. La miss est arrachée des mains de la mort. En signe de gratitude, le gouvernement anglais accorde au Dr Bobo l'autorisation de pratiquer son noble art sur toute l'étendue des terres appartenant à la couronne britannique. Refus poli. Il subira l'examen obligatoire pour mériter cette faveur. C'est fait. Succès. Il est presque populaire à Kingston. […] Bientôt il se reprend au charme des vieux gestes, il décroche son violon, ce violon dont il fut un virtuose. Jean-Sébastien Bach, Beethoven, Mozart et parfois Ludovic Lamothe, bercent ses rêveries d'exilé. […] Mais, hélas, cet artiste est repris par la nostalgie de l'action […] Son incurable enfantillage lui dicte alors la pensée de s'offrir de nouveau au pays, pour diriger ses destinées. Il a une si haute conscience de sa valeur qu'il croit que les autres la perçoivent. Ce don est accueilli par quelque chose de pire que le silence… le ricanement des barbares. Il touche alors le fond du désespoir humain. Il a compris. Il se résigne à mourir drapé dans un silence hautain et se considère comme mort à l'action politique.* « *Il partit vers la Havane et enfin vers Paris, où il meurt tout seul, dans une chambre d'hôpital, un soir d'hiver… J'ai souvenance, mon cher docteur, qu'un soir, dans votre villa du Cap, au Carénage, vous me parliez, avec quelle richesse d'images, de la mort que vous eussiez choisie. Eh bien, soyez content, vous n'avez qu'à demi raté votre mort. N'est-ce pas du mal de la patrie que vous êtes mort ? […] Va, mon cher Bobo ! S'il ne vous a pas été possible de sculpter le réel selon le modèle que vous portiez en vous, vous nous laissez ce beau poème de poésie pure que fut votre vie* ».

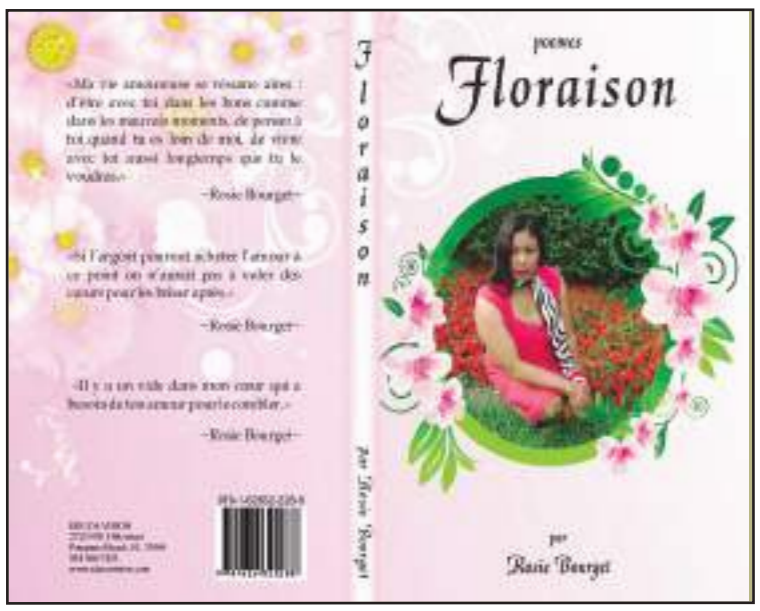
Sur une note toute personnelle, je dirai que, moi aussi, j'ai côtoyé Bobo d'une certaine manière et qu'il fut même une des grandes figures de ma mythologie enfantine. En effet, je faisais mes devoirs de latin à l'aide d'un dictionnaire Quicherat où le futur grand homme avait fièrement inscrit : «*Ce livre appartient à Rosalvo Bobo*». Comprenez que Bobo était un lointain cousin de mon grand-père et il n'était pas rare de trouver ses livres à la maison. Comme à cette époque j'étudiais mes leçons dans l'*Abrégé d'histoire* de Stephen Alexis, on peut deviner mon agitation quand je suis tombé sur la correspondance qu'échangeait celui-ci avec mon grand-père. Stephen Alexis était alors conservateur du Musée national et les deux hommes étaient de férus collectionneurs qui, dans un style tout à fait délicieux, parlaient d'art et de raretés introuvables.

Rescapé de la tuerie de la Prison centrale de Port-au-Prince, en 1915, Stephen Alexis était le père de Jacques Stephen Alexis, qui fut assassiné par les tontons-macoutes, en 1961. Stephen Alexis s'exila alors à Caracas, au Venezuela, où il a suivi son fils dans la mor,t en 1962. Il avait 72 ans. **C.D.** coindelhistoire@gmail.com **(514) 862-7185**.

HAITI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.



Journal 12 - 19 mai 2021.qxp_HO 5/12/21 4:28 AM Page 4

LES AGENTS DU CEP TOUJOURS MOBILISÉS

Des rencontres clandestines organisées pour esquiver les opposants

Suite de la page 1

pas suivi la stratégie qu'ils ont suivie lors de leur visite dans les Nippes, où ils se sont introduits à l'Anse-à-Veau dans la clandestinité, évitant également d'organiser leur réunion dans une salle préposée aux spectacles ou bien où peuvent se réunir une assemblée importante, comme c'était le cas dans le Nord-Ouest, le Sud, le Plateau-Central où ils été chassés par les habitants et forcés de quitter les lieux en trombe.

Afin d'éviter d'être pris en chasse par les activistes anti-référendum/élections, à l'Anse-à-Veau, la réunion s'était tenue dans une chambre d'hôtel, avec la participation d'une vingtaine de femmes âgées, qui ont été, pour la plupart, transportées des sections rurales proches de cette ville, en taxis-motos.

Des mesures ont été prises pour empêcher l'accès de journalistes et des personnes de sexe masculin dans la salle. À la fin de la réunion, les assistants et les organisateurs tardaient à quitter la chambre d'hôtel, par crainte de se voir confronter par des opposants qui avaient investi l'espace tout autour de l'immeuble.

Entre-temps, à Miragoâne, également dans le département des Nippes, les représentants du CEP ont opté pour faire la réunion le soir, avec la participation de personnes dont ils ont assuré le transport au lieu où devait se tenir la rencontre.

Suite aux brimades qu'ils ont subies, lors des réunions précédentes, les représentants du CEP se sont fait accompagner, pour la première fois, de policiers relevant du CIMO local, lors de leur meeting à Ouanaminthe. Ces derniers ont sérieusement malmené un étudiant qui participait au mouvement d'opposition contre leur présence dans la ville. Les policiers qui accompagnaient les visiteurs ont bousculé à terre le jeune homme qui avait grimpé sur le toit d'un autobus pour les échapper. On apprend que la victime a rendu l'âme, au cours de la journée du mardi (11 mai).

La question de référendum/élections exclue des négociations avec l'OEA par Moïse

Bien qu'il n'ait pipé mot aux partis appelés à participer à la rencontre avec la délégation de l'Organisation des États américaine (OEA), Jovenel Moïse a fait marche arrière par rapport à ses ambitions référendaires et électoralistes. Il aurait renoncé à l'idée de compter sur l'appui du secrétaire général de l'organisme hémisphérique pour faire aboutir son programme de référendum illégal et illégitime ainsi que d'élections bidon.

En effet, dans un tweet diffusé aujourd'hui (mardi 11 mai), l'ambassadeur Ronald Sanders a souligné les révélations faites par Bocchit Edmond, ambassadeur d'Haïti à Washington. M. Sanders a twitté : « *L'ambassadeur d'Haïti a déclaré lors d'une réunion informelle du Conseil permanent de l'OEA que, nonobstant la déclaration contenue dans la lettre de son ministre des Affaires étrangères au SG Almagro, son gouvernement retire de la table que l'OEA devrait faciliter l'organisation d'un référendum* ».

Ces révélations portent à se demander si le référendum (de toute évidence les élections aussi) n'est plus à l'ordre du jour, pourquoi Jovenel Moïse dépense-t-il tout ce argent du peuple sans avoir recours à un quelque processus légal qui pourrait autoriser de tels débours ?

JOVENEL MOÏSE ET CLAUDE JOSEPH : CAP SUR LE RÉFÉRENDUM ET LES ÉLECTIONS

Paiements aux gangs : millions $ U.S. à Port-au-Prince; en gourdes en provinces

USD 600 millions $ à ceux de la capitale; 55 millions aux autres...

Suite de la page 1

pactole livré aux gangs armés proches du pouvoir, USD 600 millions $ auraient été mis à la disposition des bandes armées de la capitale; alors que 55 millions de gourdes auraient été livrées à ceux évoluant en provinces.

Les conditions des paiements

Des conditions strictes sont attachées aux paiements effectués aux chefs de gangs armées, dont chacun de ceux basés à Port-au-Prince aurait touché USD 100 000 $. Dans un tel cas, cette somme décaissée par le patron de la BRH serait distribuée à six gangs. Ce qui porte à conclure que, quand bien même Jovenel Moïse aurait conclu cet accord de « *cessez-le-feu* » avec les bandits de Village de Dieu et de Gran Ravine, un total de six groupes feraient partie des bénéficiaires de ce protocole.

Bien qu'aucun document relatif à cette entente, entre le pouvoir et les gangs, des conditions verbales existent selon lesquelles les sommes signalées comme paiements font durer la paix des rues pendant un mois. Car l'objectif de cette entente consiste à donner le change à l'OEA, une stratégie visant à arrêter les kidnappings, en particulier, et l'insécurité, en général, afin de prouver à l'OEA que la paix et la sécurité sont revenues, qui donnera lieu au rétablissement d'un climat favorable au scrutin référendaire illégitime et illégale, ainsi qu'à la tenue d'élections inconstitutionnelles

Jean Baden Dubois, gouverneur de la BRH, bailleur de fonds personnel de Jovenel Moïse.

faites sur mesure, exclusivement pour Jovenel Moïse.

Dans l'esprit de cet accord « *clandestin* », de toute évidence illégal, passé entre le Palais national et les gangs de la République, l'arrêt des kidnappings devrait durer seulement un mois. De concert avec le régime PHTKiste, cette activité criminelle, on ne peut plus lucrative, pourra reprendre après la visite de la délégation de l'OEA.

Cela constitue une preuve probante de la complicité du Palais national dans l'industrie du kidnapping et des assassinats contre rançon. À la faveur de ce contrat de cessez-le-feu passé avec les gangs armés, Jovenel s'entend avec eux pour déterminer quand et comment doit se perpétrer ces crimes. Selon ce qui se répète,

Mathias Pierre, un renégat de l'opposition vendu à la promotion du référendum et des élections sur mssure.

dans les milieux proches du pouvoir, le président de facto et son entourage fixent le barème des paiements exigés pour la libération des victimes.

D'autres mesures en faveur du référendum et des élections

Périsse la République, Jovenel Moïse n'épargne aucun effort, ni somme d'argent pour assurer la réussite de ses projets, dont l'objectif consiste à le protéger contre les procès qui sont susceptibles de lui être intentés, notamment pour crimes de sang et financiers qu'il a commis au pouvoir, en sus des poursuites liées aux détournements du fonds PetroCaribe, dont il est co-dilapidateur.

Par ailleurs, la compagne visant la promotion de ce double projet porte sur les fortes sommes d'argent investies dans la publicité. Aussi des demandes de spots de publicité auraient été faites auprès des stations de radio les plus écoutées de la capitale, qu'elles soient de tendance oppositionnelle ou non.

En effet, on apprend qu'une offre de 25 millions de gourdes a été faite aux dirigeants de la station de radio RCH200 pour un spot, moyennant que celui du gouvernement soit diffusé dans une émission qui précède celle animée par Joseph Oreste Morin. Il faut signaler que ce dernier, un journaliste dont l'émission est très écoutée, se trouve sur une liste de personnalités de la radio ciblées, dans le cadre d'une campagne d'assassinat mise sur pied pour éliminer ceux qui « *critiquent éternellement* » le gouvernement.

Dans le volet « *assassinat de journalistes* » de la campagne de promotion du référendum/élections, Mathias Pierre, ministre préposé aux affaires électorales, est appelé à jouer un rôle de premier plan.

En effet, dans un restaurant de la capitale, il a rencontré des tueurs à gage, dans le cadre de son projet d'assassinat d'un journaliste. Demandé à verser un avaloir, Pierre a sorti mille dollars U.S. Cette valeur, jugée insignifiante par les assassins potentiels, a fait attirer sur lui des propos désobligeants.

Il faut poser la question de savoir dans quelles conditions ont été dépensés ces fonds ? À coup sûr, ces dépenses ne sont pas inclues dans le budget de la République. Donc, par quel processus a été faite la demande de décaissement auprès de la Banque centrale ? Sous quelle rubrique Jean Baden Dubois a été autorisé à assumer les paiements effectués en faveur des chefs de gang ? Assurément il y a des comptes à rendre.

L.J.

Journal 12 - 19 mai 2021.qxp_HO 5/12/21 4:28 AM Page 5

RÉFÉRENDUM BIDON ET ÉLECTIONS SUR MESURE
Les perspectives de moins en moins rassurantes
La légitimité de Jovenel Moïse sérieusement mise à mal...

Suite de la page 1

diminuer sérieusement. Dans la mesure où les principaux acteurs présents sur la scène internationale se consultent sur les dossiers relatifs aux pays, politiquement et diplomatiquement en difficulté, avant d'émettre leurs opinions, il faut croire que l'évaluation du régime, présentement en place en Haïti, par un ex-officiel de haut rang des Nations Unies dans notre pays, retiendra l'attention des décideurs. Autrement dit, ces derniers écouteront de toutes leurs oreilles.

Quand Juan Gabriel Valdés, ancien représentant spécial du secrétaire général des Nations Unies et chef de la mission onusienne en Haïti, en sus d'être ex-ambassadeur du Chili aux États-Unis, livre son évaluation du régime PHTKiste dirigé par Jovenel Moïse, il parle en connaissance de cause. Aussi assume-t-il ses paroles avec autorité, et les décideurs impliqués dans le cas de notre pays sont-ils prêts à écouter ses jugements. Il faut savoir aussi que son intervention est hautement sollicitée. Aux yeux de nombreux hommes d'-État, ses mises au point dans l'-édition du 5 mai de *Latin American Advisor* vaut leur pesant d'or. Surtout que, cet organe de presse, publié chaque matin, cinq fois la semaine, à Washington, D.C., est destiné à la consommation de décideurs politiques et diplomates.

Voici les propos tenus par M. Valdés sur le régime du président de facto d'Haïti, dont le chef de gouvernement a.i. est Claude Joseph, qui porte également le chapeau de ministre des Affaires étrangères.

« *L'État haïtien a pratiquement disparu. Ses institutions, toujours faibles par le passé, se sont effondrées devant le caractère autocratique d'un pouvoir exécutif qui n'a pas hésité à violer systématiquement la constitution pour accumuler du pouvoir. L'augmentation de la pauvreté et de l'urbanisation dans les quartiers de Port-au-Prince a multiplié un mal qu'Haïti porte depuis longtemps : l'existence de bandes armées qui vivent de l'enlèvement de personnes. La police n'est pas suffisamment préparée, et le soutien du gouvernement n'est pas clair. Nombreux sont les Haïtiens qui pensent que les hautes sphères, publiques ou privées, ont un certain degré de complicité avec les enlèvements. Par ailleurs, comme cela a été prouvé par le passé, les kidnappeurs ne viennent pas seulement des bidonvilles et peuvent constituer des entreprises rentables. Le drame est que cette " industrie " se développe sans aucune retenue d'aucune autorité.*

Après avoir écrasé les autres pouvoirs publics, le seul qui reste debout est le gouvernement de Jovenel Moïse ; mais, en même temps, tout ce qu'il fait manque de légitimité. Après avoir résisté aux manifestations contre lui, et dans un contexte où il se sent soutenu par les organisations internationales et le silence de la nouvelle administration à Washington, le président continue de faire avancer un projet autocratique, avec un plébiscite sur une réforme constitutionnelle qui n'a pas la moindre possibilité d'être considérée comme légitime, ainsi que des élections organisées sous son mandat. La fameuse "fatigue haïtienne" se manifeste dans la communauté internationale, mais en Haïti, il y a aussi une énorme fatigue de l'intervention internationale. La crise actuelle est plus importante que celle de 2004, qui a provoqué le début de la MINUSTAH. La communauté internationale n'a pas d'autre choix que de signaler clairement l'illégitimité et l'incapacité du gouvernement actuel à résoudre une crise qui dissout progressivement tout semblant

Bocchit Èdmond, ambassadeur d'Haïti à Washington, défenseur du référendum et des élections sur mesure de Jovenel Moïse.

de société. Cela implique de faciliter une sortie par le biais d'un gouvernement de transition. Ce dernier pourra par la suite

Mathias Pierre, un renégat de l'opposition vendu à la promotion du référendum et des élections sur mssure.

convoquer des élections et contrôler la violence. Le principe de base est que seul un gouvernement ayant une légitimité institutionnelle et populaire peut faire les deux ».

La communauté internationale n'opère pas en vase clos

On s'étonne de constater le comportement de Jovenel Moïse face au positionnement de la communauté internationale à l'égard de son gouvernement, suite aux dernières prises de position formulées à son égard. Cela est d'autant plus déroutant que les hommes et femmes de son entourage n'interviennent pour le guider dans la bonne voie. Dans la mesure où le chef d'État de facto d'Haïti est perçu comme un novice en politique, en diplomatie, ou même en interaction sociétale, il faut alors se demander si lui et ceux qui composent son équipe rapprochée de conseillers ne se valent ? En clair, personne de l'entourage de Nèg Bannann nan ne semble être doté du gros bon sens pour saisir les implications des communications en langue de bois, sinon exprimées en langage diplomatique. Puisque, après les dernières déclarations du BINUH proclamant impossible la tenue du référendum et d'élections dans les présentes conditions; ou de l'Union européenne (UE) déclarant qu'elle ne participera pas au financement de ces projets, ni à l'envoi d'observateurs au scrutin sur le référendum, continuer à proclamer l'appui des « partenaires » internationaux à ces joutes relève de la folie furieuse. Passe encore qu'un diplomate de la trempe de Bocchit Edmond relie les mensonges de son patron dans sa lettre au Département d'État, répétant les conneries de Jovenel Moïse, comme le fait un PhD (Claude Joseph), dans ses interventions publiques! C'est plus que déroutant.

En tout cas, comment Jovenel Moïse et son équipe persistent-ils à foncer dans leurs stratégies de référendum et d'élections anticonstitutionnelles, après toutes les déclarations venant du secteur international les déclarant illégales, et dénués de légitimité ? Il y a fort à parier que l'évaluation de la situation politico-sociale d'Haïti, sous la présidence de Jovenel Moïse, faite par Juan Gabriel Valdés constitue une position concertée émise par personne interposée. Autrement dit, les déclarations du diplomate chilien reflètent la position des entités internationales se penchant présentement sur le cas Haïti.

Autant dire, la communauté internationale n'opère pas en vase clos. Puisque, à bien lire le document mis en circulation par l'ambassadeur Valdés, il résume

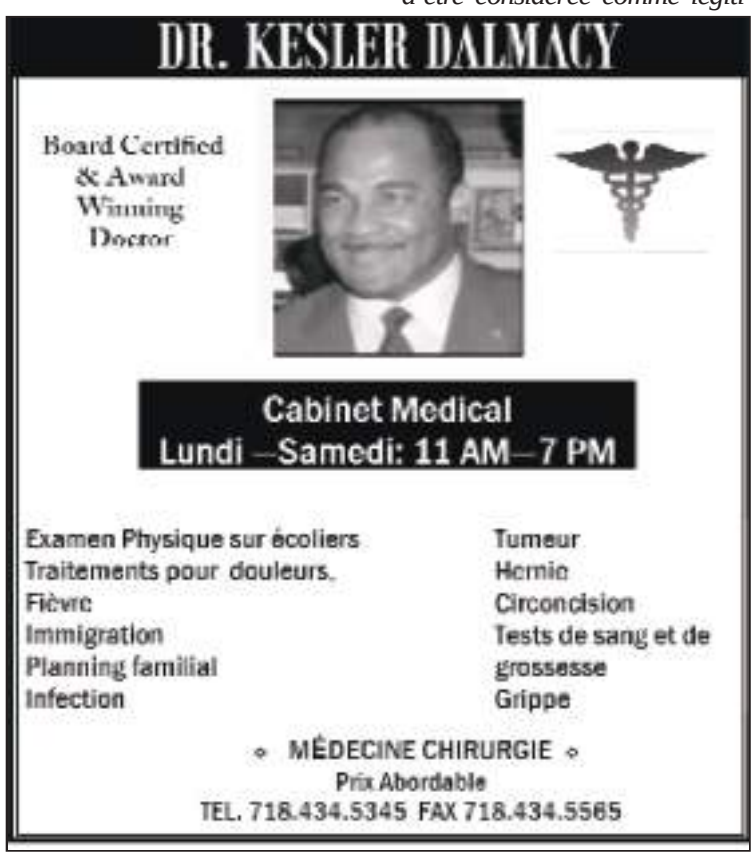
Claude Joseph, instrument passif entre les mains de Jovenel Moïse, totalement gagné à la cause du référendum et des élections faites sur mesure.

toutes les déclarations faites au sujet du gouvernement Moïse provenant des différentes entités mondiales. Bien qu'intervenant séparément sur la situation haïtienne, l'UE, le BINUH, les 68 congressistes démocrates, dans leur lettre conjointe au secrétaire d'État américain dénonçant les dérives de Jovenel Moïse, sont susceptibles d'influencer un revirement de la politique américaine et d'autres pays à l'égard d'Haïti, il faut s'attendre à une décision unitaire sur le cas de ce pays.

À la lumière de toutes ces prises de position véhiculées sur Jovenel Moïse et son régime, dont toutes portent sur la condamnation de sa politique, il faut s'attendre à une réorientation de la politique des pays dits amis d'Haïti. Surtout avec le cri d'alarme lancé par l'ambassadeur d'-Antigua et Barbuda, Ronald Sanders. Habitué à prendre des positions à la faveur desquelles il fait des déclarations musclées sur les gouvernements de Moïse, dans sa dernière intervention il fait était d' « *une tempête qui se prépare au sujet d'Haïti à l'OEA*».

L'ambassadeur Sanders fait

Suite en page 12



DE BROSSE & STUDLEY, LLP

Richard A. De Brosse

Attorney at Law

ACCIDENTS * REAL ESTATE MAL-PRACTICE

182-38 Hillside Avenue **(Suite 103)**

Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

Journal 12 - 19 mai 2021.qxp_HO 5/12/21 4:28 AM Page 6

Kreyòl

GRENN PWONMENNEN

Lè referandòm bwè lwil, kisa Jovnèl Moyiz pral fè ?

Atansyon pou mounn ki konnen, m ap mande eskiz alapapòt, paske gen youn bann mounn k ap mande m sa k referandòm nan menm? Ēske se referans y ap bay mounn pou travay, osnon referans y ap mande pou gwo pozisyon nan Leta ? Se plis pase sa. Se Jovnèl Moyiz ki vin ak koze a epi ki cho fopaplis pou l gen referandòm li pi vit ke posib. Okontrè, li gentan pran dat pou referandòm ni : 27 jen ki pral vini la a. Nan 47 jou apati de jodi 12 me a, pa menm 2 mwa.

Antouka, pawòl referandòm sa a montre kijan *Nèg Bannann* sa a renmen fè bagay ilegal. Li pa respekte ni lalwa ni Konstitsyon, paske sa ekri byen klè nan Konstitisyon 1987 la, ke l te prete sèman pou l respekte e defann san gad dèyè. Men jan l ap aji ak pawòl referandòm ni an se kòmsi l ap pase Konstitisyon an anba pye pou l fè sa l vle. Kisa Konstisyon an di ki pa ka fèt la ? Ou pa ka fè referandòm pou w chanje Konstitisyon an

Oke ! Men sa k referandòm nan menm ? Enben se al fè youn eleksyon espesyal pou mande pèp la èske w dakò ak sa m fè a : WI ou NON ? Kidonk, Jovnèl Moyiz bay youn ti gwoup mounn li met chita ansanm, sa nou rele Konsèy elektoral pwovizwa (KEP), ke okenn òganizasyon enpòtan, osnon pèsonalite pa dakò ak sa k fèt la, menm pi gwo tribinal nan peyi a, *La Cour de cassation,* pa dakò. Se poutèt sa jij Kasasyon yo pa t aksepte pou 9 manm KEP ilegal la te vin prete sèman devan yo, jan Konstitisyon an mande pou sa fèt. Men kòm Jovnèl se diktatè, li envite mesyedam KEP yo vin opalè prete sèman.

Alapapòt msye bay youn lòt move kou. KEP a pa la sèlman pou òganize eleksyon, men se pou l prepare youn konstitisyon jan Jovnèl mande l pou l fè epi òganize youn referandòm, kivedi youn eleksyon espesyal kote pèp la ap sèlman di : WI ou NON, san mande kesyon. Kòm Jovnèl se sèl kòk ki chant li fè sa k nan lide l, sa k pa kontan, anbake. Referandòm tèt drèt ! *Mathias Pierre,* ou anchaj, pa okipe pèsonn.

Men piske bagay yo pa klè ditou, tout òganizasyon entènasyonal ak gwo chabrak, ki te zanmi JoMo yo, rale kò yo sou li, younn apre lòt. Sa te kòmanse ak BINUH, *Bureau intégré des Nations Unies en Haïti,* pase sou CORE Group, vin sou Depatman Deta ameriken, menm *Liné Balthazar,* ki se prezidan PHTK, pati ki te mete l opouvwa a, yo tout pa dakò avèk referandòm nan. Kanta pou senatè *Joseph Lambert,* ki prezidan youn tyè Sena ki rete a, li di byen klè pou tout mounn tande : « ***Pagen ni referandòm ni eleksyon*** » ak Jovnèl Moyiz. Li menm di, an palan de eleksyon, se sèl youn gouvènman tranzisyon ki pral fè yo, menm apre 7 fevriye 2022. Kivedi lè dat Jovnèl Moyiz di manda l ap fini an. Li tou pwofite pou l di, avèk tout gang ki gen nan peyi a yo, se youn fòs etranjè ki ka regle sa. Kivedi, msye mande entèvansyon militè. Pita pi tris

Ambasadè Ronald-Sanders gen tan frape Jovnèl Moyiz.

!

Betiz ! Mouche Moyiz di ann avan ! Referandòm 27 jen, wè pa wè ! Epi l pase lòd pou òganizsyon gouvènman an k ap travay sou referandòm nan debouye yo tankou Mèt Jan-Jak pou mete tout komite lokal anplas an 2 tan 3 mouvman. N ap pale de mounn KEP yo (Konsëy elektoral pwovizwa), mounn ONI yo *(Office national d'identification)* ki anchanj nouvo kat *Dermalog* yo, mounn CCI yo *(Comité consultatif indépendant)* ki t ap konseye KEP la.

Lè dikatatè pase lòd, pa gen grate tèt. Ou pa konn si lòd pa gentan al jwenn kidnapè pou regle ak nenpòt moun k ap fè wondonmon. Se konsa nan madi 4 me a, youn ekip debake nan Jan Rabèl, nan Depatman Nòdwès, pou yo met komite sou pye pou referandòm. Men se byen jwenn ak byen kontre. Met *Andalasse Mentilus,* youn avoka *nan Podepè,* di bagay konsa pa ka vin fèt nan Jan Rabèl, paske sa kont Konstitisyon peyi a. Pa gen klas komite k ap monte isit la. Sa n tande a se tout Jan Rabèl ki kanpe. Mounn KEP yo mande pye sa yo te manje yo pa ba yo. Yo kouri kite Jan Rabèl brid sou kou. Kidonk, okenn komite pa monte nan Jan Rabèl.

Ekip KEP la al geri bosko l nan Pòdpe, ki se kapital Nòdwès epi peyi Jovnèl Moyiz. Yo gentan ranje pou reyinyon fèt nan mèkredi, 5 me a, pou yo monte komite referandòm nan vil prezidan an, kote msye ak lòt asosye l la, Bandi legal la, te fè gwo kanaval, gen anviwon youn mwa d sa. Asireman, yo t espere pou tout baygay te pase byen dous. Enben, anvan reyinyon te kòmanse, lepèp anvayi plas la, anpil jèn pami yo. Yo rele anwey, pa gen okenn komite ilegal referamdòm k ap met sou pye isit la. Fwa sa a mounn yo te ankòlè fopalis. Te gen pawòl ki t ap pale anba anba, yo t ap di gen mounn ki merite youn bon kolye kawotchou. Sa n tande a, ekip KEP la disparèt, yo pa wè kote yo pase. Nou konn Ayisyen, yo gentan di mesyedam KEP yo te pran pwen disparèt anvan yo te vin Pòdpe a. Se pa mwen ki di.

Jan sa ap dewoule la a, sanble yo pral bezwen anpil pwen disparèt, paske gen de zòn ki gentan voye di yo pa parèt. Epi prezidan de fakto a di fòk komite yo monte kanmenm. Antouka, nan Jeremi, jouk nan Sidwès, mounn yo voye nouvèl la : baton yo ak manchèt yo deja pare. Jakmèl, nan Sidès, di pa pwoche. Okap, nan Nò, mounn yo di si yo vini sa yo pran se yo k chache l. Mounn Baradè, nan Depatman Nip, voye mesaj pa yo tou : Pa pwoche. Mwen bay sa yo, sèlman soti madi 4 me rive 6 me, 2 jou sèlman. Antretan, mouvman kont referandòm nan ap gaye toupatou.

Kòm pawòl la di, se « *abse sou klou* ». Nan mèkredi, 5 me a, jounal la te gentan soti, lè *Juan Gabriel Valdés* lage youn pawòl ki fè anpil mounn tranble. Se nan piblikasyon ki rele *Latin America Advisor,* ki parèt chak maten, de lendi a vandredi, nan Wachintonn, pou tout gwo otorite k ap suiv kesyon Lamerik Latin ak Karayib la. Msye di anpil pawòl, men n ap pran 2 z 3 ladan yo sèlman. Premyèman, li di sitiyasyon Ayiti kounnye a pi grav pase jan sa te ye nan lane 2004. Pa gen fason gouvènman sa a pral kapab rezoud kesyon gang yo, menm lè se yo menm ki premye responsab sa k ap fèt la.

Selon Mesye *Valdés,* se youn gouvènman tanzisyon sèlman ki pral kapab mete lòd ann Ayiti. Pou mounn ki pa konnen, se *Juan Gabriel Valdés* ki te responsab Misyon Nasyon Zini ann Ayiti nan lane 2004, apre Prezidan *Jaen-Bertrand Aristide,* ki te gen lame chimè l yo toupatou, t oblije al ann egzil youn dezyèm fwa. Anvan sa, msye te anbasadè peyi l, Chili, nan Wachintonn. Kivedi *Valdés* pa nenpòt ki mounn layk dis layk dat ki fè deklarasyon sa a. E se kòm youn repons li t ap bay anbasadè Jovnèl Moyiz nan kapital Etazini an, *Bocchit Edond,* ki te fék fin bay youn bann manti sou kijan prezidan l nan ap fè bonjan tracay ann Ayiti e l gen plizyè òganizasyon entènasyonal k ap boule avè l pou referndòm ak eleksyon demokratik fèt ann Ayiti.

Nan jedi, 6 me, se anbasadè *Ronald Sanders,* ki reprezante peyi *Antigua ak Barbuda,* nan Ōganizasyon Eta ameriken (OEA), nan Wachintonn, ki te lage youn gwo koze atè. Tit atik la di nou sa k ap pase. Men li : « ***Gen youn gwo siklòn k ap pase nan OEA sou kesyon Ayiti a*** ». Li di gen dezakò nan OEA sou jan òganizasyon an raji sou kriz k ap boulvèse peyi a. Li pale de kriz kostitisyonèl ak kriz politik. Nou tou konprann sa l vle di a, paske sekretè jeneral OEA a, *Luis Almagro,* se te premye gwo otorite ki te kanpe ansanm ak Jovnèl Moyiz sou kesyon manda l pou fini nan dat 7 fevriye 2022. Epi l te rale Nasyon Zini ak Etazini sou menm bò avè l. Men kounnye a, se sèl *Almagro* ki panko di byen klè ki pozisyon l sou referandòm pèpè a ak eleksyon malatchong yo. Okontrè, anbasadè Moyiz la nan Wachintonn nan pale de youn « *delegasyon OEA ki pral vin ann Ayiti pou travay sou dyalòg* ». Dyalòg ak ki mounn ? Pa avèk opozisyon an epi gwoup sosyete sivil yo. Amwens ke komisyon an ap vin diskite kijan pou Jovnèl Moyiz demisyonnen !

Jwann Gabriel Valdes mete tout verite atè sous Jovnèl Moyiz.

Jovnèl Moyiz gen tan pran baton senmenn sa yo.

Antouka, kesyon « *abse sou klou* » a se pa youn ti jwèt, lè peyi Ewòp yo foure bouch nan kesyon an. Nan jedi, 6 me, se « *Union européenne* » ki rantre nan won, la a, nan mitan Pòtoprens, kote anbasadè *Sylvie Tabesse,* ki reprezante peyi Ewòp yo ann Ayiti, pwofite okazyon youn fèt pou l lage gwo koze a atè, Se devan anbasadè 3 lòt gwo peyi Ewòp ann Ayiti — Lafrans, Lalmay ak Lespay —, li te di, « ***Inyon ewopeyèn p ap bay senk kòb ni pou referndòm, ni pou eleksyon. Li p ap voye okenn obsèvatè ni pou younn ni pou lòt*** ».

Kidonk, JoMo lage nan won sèlman avèk ekip ti sousou k ap fè kòb avè l yo. Yo di etranje pa ka foure bouch nan zafè yo.« O wi, etranje pa mele ! » Referandòm tèt drèt ! Oke ! Men tou, sa yo pran nan fè wondonmon se zafè ki regade yo. Kòm filozòf yo di, se ak kout mato ou regle ak mounn tèt di.

Enben se kòmsi mounn Jan Rabèl ak Pòdpe te bay reprezantan Jovnèl yo kout mato nan tèt madi ak mèkredi semèn pase a. Epi Jeremi, Ansdeno, Jakmèl, Baradè, elatriye pran devan pou di pa gen kras komite referandòm k ap vin monte lakay yo. Kidonk, se pa ak etranje yo ann afè. Mwen te toujou di sa, lè pèp ayisyen di « ***Abraam di sètase*** » se veye zo n. Vwala ke yo di se swa jamè, yo p ap aksepte pou Jovnèl Moyiz vin ak youn referandòm ki pral pèmèt li vin gen menm klas pouvwa ak Franswa Divalye (François Duvalier) epi ki wete tout chay sou do l pou tout ansasinay ak tout vòl li menm ak asosye l yo fè. Kòmsi yo vòlò lajan PetwoKaribe a, pèsonn pa ka mande okenn esplikasyon. Ala yo entelijan ! Men pèp ayisyen pa enbesil. Byen jwenn ak byen kontre !

An palan de pèp la ki pa enbesil, gen sèten ofisyèl nan gouvènman an ki sanble yo kòmanse konprann jwèt la pran youn koub yo pa t atann. Ēske nou ta ka di ke Premye minis interim nan, *Claude Joseph,* se younn ki pi entelijan pase lòt yo, ki gentan wè sa ki ekri nan nyaj tou nwa k ap gwosi sou tèt yo a ?

Nan vandredi, ki te 7 me a, minis la te reponn kesyon youn jounalis ki t ap mande l pozisyon gouvènman an fas a gwo kabouya ki pete sou kesyon referandòm nan ak eleksyon yo. Premye minis a.i. a te reponn : « ***Pou Ayiti, okenn sakrifis pa twòp*** ». Kivedi menm si pou yo sakrifye referandòm nan pou tout bagay pa kapote nan men yo, yo pare pou fè sa.

Alò, nou mande kisa Jovenèl Moyiz ap pare pou l fè nan sitiyasyon sa a ? Ēske l ap ka kanpe gade mounn nan je toujou lè l oblije fè bèkatè sou keyon entout pouvwa pou li ak nenpòt ki lòt prezidan PHTK, menm pou 50 an, jan ansyen Premye minis li a, *Jack Guy Laftontant,* te di a ? Se swa l al kache nan youn twou osnon li veye lè mounn p ap wè pou l sove ale kote l konnen an. N ap sib !

TiRenm/
GRENN PWONMENNEN
12 ME 2021

Journal 12 - 19 mai 2021.qxp_HO 5/12/21 4:28 AM Page 7

HAPPENINGS!

Continued from page 1

been the first to break the back of slavery.

In that light, the month of May brought us more than flowers, as Naomi Osaka made news in the field of sports, winning a coveted award for women, and Jimmy Jean, not to be confused with the Hollywood actor Jimmy Jean-Louis, scoring a first in the field of finance in Canada. Congratulations to both!

On May 6, Naomi was declared Sportswoman of the year by the Laureus World Sports Awards, along with fellow tennis player Rafael Nadal of Spain as Sportsman of the year. What Naomi did last year at the US Open has had a profound effect on many. At the virtual awards ceremony, mention was made about her wearing a different mask in each round honoring the names of African-American victims of police and racist violence.

Interestingly, on May 5, Naomi announced that she will expand her Tennis Academy, that she started last summer in Japan, to Haiti and Los Angeles, where she now lives. Talking about Los Angeles, she tweeted: "*Hey LA, it's time to level the playing field. We're officially launching Play Academy with Naomi Osaka in LA. Join me @Nike and @LaureusSport in getting girls in Los Angeles active in sport. Apply for a grant at lsureus. com/ play a ca demyla.*" As far as Haiti is concerned, the widespread insecurity there will probably delay the establishment of that tennis academy.

The 23-year-old Naomi Osaka, of Japanese ancestry by her mother, is also Haitian by her father who is from Jacmel, Haiti. Born in Osaka in 1997, she moved with her family to the United States when she was three years old. She fondly remembers the cooking of her Haitian grand mother who lived with them for some time. Holding both American and Japanese citizenships, she competes under Japan's flag. But she always touts her Haitian roots, praising her father who was her first coach.

***Jimmy Jean named head economist of the Desjardins Group."** Thus, read the headline in French, in a posting May 5, of a story on the web page of Radio-Canada Info, by Mathieu Dion and Hugo Prévost.

It's a big deal, because this is the first time that a non-White has assumed that post at Desjardins, reportedly the most important financial institution in Quebec, with 7.5 million clients and nearly 50,000 employees. Jimmy Jean, of Haitian descent, replaces François Dupuis, who has retired after 33 years at Desjardins.

Mr. Jean did not come from nowhere. Previously, he worked at the reputable Moody Analytics, RBC Capital Markets and Statistics Canada. In addition, he's often seen on television, as tutely commenting on financial developments.

In his new position of managing the most important Canadian financial services organization and the largest federation of credit unions, the "*caisses populaires,*" as they're called in Quebec, he will have his job cut out for him, as the economy comes out from a beating under the worldwide pandemic. Among challenges he will face is to "regain jobs lost" due to the deadly virus that decimated the economy. However, he is optimistic, even forecasting economic growth of 6.3% in Canada this year, and of 7% in the U.S., which are considered mature economies. Usually, such growth is seen in fast evolving economies like those of China and India.

Commenting on his getting such a promotion, Mr. Jean is quoted to have said: "*My being here just shows to people belonging in the diversity, (meaning minority peoples), that through hard work one can make it, as people come to trust you.*" Couldn't be better said.

Regarding the Referendum and the New Constitution

The June Referendum to change the Constitution is vehemently contested by the Haitian people. Determined to have a change of constitution to provide himself overwhelming power and full immunity from

Former Congressman Jerry Tardieu

any wrongdoing, de facto President Jovenel Moïse is forging ahead with his referendum,

Chavannes Jean-Baptiste

scheduled for June 27. In so doing, he's thumbing his nose at the foreigners, his former allies of the international community, who have denounced the referendum, all of whom have withheld fund, technical advice and observers who could give some credence to the exercise.

While he may buck the foreigners, stating that the referendum is a Haitian matter, he's facing stiff resistance at home. In effect, he's being blocked from setting up local referendum committees to oversee the event. Reportedly, trouble first began at Jean-Rabel, in the Northwestern department, on May 4, when members of the illegitimate Provisional Electoral Council (French acronym CEP) were run out of town. That followed strong criticism by City prosecutor Andalasse Mertilus, about the presence of the CEP commission in Jean-Rabel, conducting meeting about a highly decried anti-constitutional referendum. The next day, May 5, in Port-de-Paix, the CEP delegation had to rush out of town again when local citizens invaded the hall where a meeting was to be held with the community, leading to the set-up of a local referendum committee.

Since then, reports from various communities, in the northern, southwestern and southeastern regions mentioned mounting hostility to the referendum. In crude language, public messages are addressed at the agents of referendum, warning them to stay out of their communities. The authorities should not take what happened last Sunday (May 9) in Hinche, the capital of the Central Department, lightly, because it shows that the situation could turn violent, if Mr. Moïse persists with his plan to impose his referendum.

People invaded the Crystal Nightclub in Hinche where a CEP delegation surreptitiously came to town to hold a meeting with a group of PHTK sympathizers about setting up a local referendum committee. (The PHTK is the ruling *Bald Headed* political party that bears the name of its bald-headed founder, former President Michel Joseph Martially, self-styled "Legal Bandit.") The upshot of it, the delegation members rushed out of town, just as had happened in Jean-Rabel and Port-de-Paix, Moïse's hometown to boot.

The Hinche meeting is a tipoff of what Moïse and his associates are planning, if their referendum continues to run into more popular resistance. On June 27, they will hold their referendum with a few sympathizers, then broadcast to the world that the change of the constitution was approved by 99.9%, of the electorate, not unlike the elections that were conducted by Jean-Claude Duvalier's aide, Roger Lafontant. So said retired Bishop Willy Romélus recently, when he called for an "overall uprising" to deal with the usurpers of power. In 1986, he had played a crucial role in the demise of the 29-year-rule of the Duvaliers.

***But what about the Constitution, doesn't it need to be amended?**

Yes. The March 29, 1987 Charter was enacted a year after the overthrow of the Duvalier dictatorship that had caused much harm to the country, including thousands of victims that disappeared to never be seen again. In addition, the brain drain that occurred still has repercussions on the lack of intellectual and professional corps, evident in almost all aspects of life in the county. The framers of the Constitution were intent on barring the path to any president that would take the country back to another dictatorship. Thus, the office of the Prime Minister was instituted, and a full parliament with two Houses, that of Deputies, or Congresspeople, and the Senate, to counterbalance the Executive. To be noted, the Senate had been abolished under Duvalier. And barring any hanky-panky by any president greedy for power, there was an article in the Constitution forbidding any referendum to change it.

In fact, in the last legislature, Deputy Jerry Tardieu, representing the Pétion-Ville constituency, was in charge of a parliamentarian commission that was undertaking a revision of the Constitution, as constitutionally mandated. Purposely, President Moïse did not encourage that action. In fact, he managed not to have any elections to renew the mandates of those that elapsed, until the second Monday of January 2020, the 13th. Whereupon, gleefully, he "acknowledged" the dysfunction of Parliament, which was left with only 10 senators in office. To accomplish this, Mr. Moïse illegally dismissed 10 senators, robbing them of two years of their mandate, so he could reduce the Senate to the remaining 10, devoid of quorum.

Ruling by decree since that fateful January date of a

Continued on page 12

460 Peninsula Blvd.
Hempstead, New York 11550

516-489-5925

CLOSED ON MONDAYS

Tues-Wed-Thurs 10:00 am-9:00 pm
Friday 10:00 am - 10:00 pm
Saturday 10:00 am - 10:00 pm
Sunday 10:00 am - 5:00 pm

Découvrez la dernière parution des
Éditions du CIDIHCA

HAÏTI

Journal 12 - 19 mai 2021.qxp_HO 5/12/21 4:28 AM Page 8

HAPPENINGS!

Continued from page 2

of a dislocated Parliament, Jovenel Moïse asserts that the country must have a new constitution because the current charter is at the root of all of Haiti's problems. Forget that on February 7, 2017, he had sworn to uphold and defend that same constitution. However, he has broken all the rules to have a charter enacted to his taste.

Among the articles in the Moïse charter, all power resides in the presidency, the Senate is abolished, returning to the unicameral House of the Duvaliers, with the representatives there beholden to the president. No more a Prime Minister, but a Vice-President chosen by Mr. President. Moreover, the president and his cabinet and associates, on leaving office, are immune of prosecution for any wrongdoing. Forget all the State massacres, the targeted murders of opponents, and the thefts under the administration of the PHTK, including the more than $4 billion heist of the PetroCaribe Fund. Oh, I forgot that a bone is thrown to the Diaspora, which would have equal voting right with those in the country, a sort of double citizenship. A smart move to convince some in the Diaspora that this is their government. Certainly, the folks in the Diaspora are not simpletons who can't see through this ruse. Any right can be snuffed by the all-powerful president.

No wonder there is almost universal opposition to the Moïse referendum, which is intended to pave the way to a constitution that will mean carte blanche to continue with their criminal ventures, albeit with constitutional justifications.

POSCRIPTUM

Other developments regarding the Referendum

Jovenel Moïse has faced more defeats in his determination to have his referendum. Delegations led by the Provisional Electoral Council (CEP) to set up referendum committees were chased out of Ouanaminthe, in the Northeast on Sunday, May 9. They met the same welcome in Cayes, in the Southern Department. As it is, the rebellion against the regime is picking up steam.

A declaration by a major youth organization spells more trouble for the regime. According to *Rezonodwes*, the online publication, on Sunday, May 9, the "*Organisation Jeunesse Montante*" has strongly criticized the referendum and is mobilizing against it. Jean Rony Alexandre, its president, has called on ***"young people, economic groups, intellectuals, and people in the Diaspora as well as on women and peasant organizations to pull together against this exercise."***

***The arrest of peasant leader Chavannes Jean-Baptiste and two allies in the Hinche area spells a government campaign of repression to counter the mounting rebellion against its referendum.** Radio Caraïbes, in Port-au-Prince, announced, Monday morning (May 10), this new development and hinted that the government's action is in response to the routing of the CEP delegation in Hinche on Sunday. In that case, the regime may run out of police personnel to counteract a movement that has gained national proportions.

***Would the "peace negotiated" by the government with some gangs be indicative of their support for the referendum? How much of the $40 million earmarked for the exercise have they been paid?**

Unheard of, but it is widely reported, following the Saturday (May 8) tweet of Robenson Geffrard of the authoritative *Le Nouvelliste*, the Port-au-Prince daily. Here it is: ***"The gangs of Grand-Ravine and of Village-de-Dieu [God's Village], two among the main armed groups involved in kidnapping activities in Port-au-Prince, agree to take a break, after negotiations with the CNDDR, according to a source close to the Commission."*** To clarify, the CNDDR is the ***"Commission nationale de désarmement, démantèlement et réinsertion"*** which translates into the "National Commission to Disarm, Dismantle and Reinsert." That is disarm, dismantle the gangs and reinsert, or reintroduce their members into society. Tall order.

Reflecting on this for a moment, one can only conclude that the CNDDR has failed its mission. Acknowledging their weakness, the folks at the commission, representatives of the government, are now "negotiating" with the bandits. Since the government announced that it has allocated $40 million for the referendum, how much of that money was offered and accepted by the gangs mentioned above? How long a break will they take from their kidnapping activities? Probably enough time for the regime to organize and carry out the June 27 scheduled referendum!

In this process, it is now confirmed that Jovenel Moïse and his associates work in tandem with the gangs that have caused havoc in Haiti. One wonders whether the authorities have not included a security clause in their accord with the gangs, whereby they will provide security at the referendum voting booths.

Such is life in the gangster-controlled Republic of Haiti! And the international community must share the blame with Jovenel Moïse who, until recently, was fully supported by the so-called "Friends of Haiti" in his waywardness.

RAJ
12 May 2021
raljo31@yahoo.com

Chèche yon randevou jodi a!

Ale sou **nyc.gov/vaccinefinder** oswa rele **877-829-4692** pou pran randevou nan yon lokal vaksinasyon Vil la ap jere.

NYC VACCINE FOR ALL: SAFE, FREE, EASY

NYC Health
Bill de Blasio, Majistra
Dave A. Chokshi, MD, M, Manm Komisyon

Journal 12 - 19 mai 2021.qxp_HO 5/12/21 4:28 AM Page 9

Journal 12 - 19 mai 2021.qxp_HO 5/12/21 4:28 AM Page 10

ÉDITORIAL

Le peuple rejette le projet référendum et élections de Jovenel Moïse !

Dès la mise en route de son double projet de référendum bidon et d'élections faites sur mesure, pour installer une dictature et le règne de l'impunité en permanence, la majorité des citoyens s'est déclarée en mode d'opposition. Cette position n'a pas cessé de se radicaliser, au fil des mois, alors que Jovenel Moïse persiste dans son plan chimérique, se comportant comme s'il bouche ses oreilles pour ne pas entendre les cris de protestation fusant de toutes parts. Bien que la résistance ait changé de stratégie, menaçant même de recourir à la violence pour stopper l'élan de ses émissaires persistant à faire la sourde oreille, le président de facto s'obstine à multiplier les initiatives référendaires et électoralistes.

S'il avait encore quelque doute, quant à la détermination du peuple haïtien à rejeter ses projets, les événements survenus, la semaine dernière, dans plusieurs départements du pays, démontrent clairement que, tout en souhaitant que la Constitution de 1987 soit rejetée et que des élections soient tenues, pour que la normalité revienne, les Haïtiens repoussent catégoriquement l'idée que Jovenel Moïse en soit l'organisateur. Aussi, les activistes engagés dans la campagne pour faire échec à ces projets diaboliques n'y vont pas de main morte. Déclenchée à Jean-Rabel, dans le département du Nord-Ouest, mardi dernier (4 mai), l'action contre les agents du Conseil électoral provisoire (CEP) croupion prend l'allure d'un mouvement national. Et le fait de feindre d'en ignorer la portée risque d'avoir des conséquences néfastes, tant pour le pouvoir en place que pour le pays. Car, de succès en succès, les forces anti-référendum/élections gagneront en intensité au fil des semaines. Surtout que Jovenel Moïse et son équipe ont essuyé une succession de revers, tant sur le plan national qu'international. Ce qui porte à dire que le vent a changé de direction, le président de facto d'Haïti sent le terrain glisser sous ses pas.

En effet, à Jean-Rabel, un jeune avocat de Port-de-Paix, Andalasse Mertilus, à la tête d'un groupe de jeunes des deux sexes et d'activistes de l'opposition ont chassé les représentants du CEP, qui étaient venus faire un séminaire sur le référendum et les élections. Dans son intervention, à cette occasion, M. Mertilus a mis en garde ces représentants de l'organisme électoral illégal et illégitime de parler d'élections au nom de la Constitution du pays, car ils commettaient une imposture, n'ayant aucune qualité de se lancer dans une telle initiative. Aussi leur a-t-il conseillé de ne plus remettre les pieds à Jean-Rabel, voire dans le département du Nord-Ouest. Comme certains membres de l'assemblée commençaient à prononcer des propos violents, à leur endroit, les visiteurs ont décidé de quitter les lieux, se sauvant de la ville.

Il semble que, dans le cadre de ces activités, les agents du CEP croupion aient décidé de rendre visite aux endroits qui ont récemment bénéficié de la générosité de M. Moïse. Bénéficiaire de carnaval, au mois de février, Port-de-Paix a donc été l'objet de cette visite électoraliste, dans le même esprit que Jean-Rabel avait reçu la sienne, la veille. Là encore, les CEPistes ont essuyé une raclée verbale de la part d'un groupe de citoyens semblables à ceux qui les avaient chassés la veille.

Grâce aux réseaux sociaux, les échos de l'événement survenu à Jean-Rabel étaient parvenus à tous les coins et recoins d'Haïti — et même en diaspora. Ce qui a mis quasiment tout le pays en état d'alerte contre pareille visite. Alors, presque sur le champ, des messages d'opposition ont été lancés à l'égard des agents du CEP, qui étaient menacés, tout au moins, d'expulsion. Durant la même fin de semaine, c'est du département de la Grand'Anse (Sud-Ouest) qu'allait venir la mauvaise nouvelle. À Jérémie, Anse d'Hainault et aux Irois, les femmes et hommes de l'organisme électoral de Jovenel Moïse ont eu le même sort que leurs collègues, qui s'étaient rendus en mission dans le Nord-Ouest.

Dans le département du Sud, si les émissaires électoraux de Jovenel Moïse ont évité la ville des Cayes, jugée hostile au régime tèt kale, le village de Torbeck, à quelque 30 kilomètres de cette ville, était choisi comme lieu d'accueil de cette réunion. Les gens du CEP ont vite compris qu'ils n'y étaient pas les bienvenus non plus. Aussi, comme dans les autres juridictions, où ils avaient été mis à la porte, ont-ils quitté ces lieux à toutes jambes.

Dans l'obstination de Jovenel Moïse à poursuivre ce projet quasi universellement décrié en Haïti, il feint de ne pas comprendre que le peuple dit NON à ces démarches. Aussi, après les échecs successifs essuyés, les promoteurs du référendum et des élections rejetés partout allaient-ils tenter leur chance dans le Plateau-Central. Mais à Hinche, l'attitude des citoyens n'était pas différente. Même chose à Ouanaminthe. En clair, ce département parle d'une seule voix :

référendum anticonstitutionnel et illégal, NON ! Élections faites sur mesure, NON !

Voilà les promoteurs du référendum bidon et des élections faites sur mesure chassés dans trois départements. Et rien n'autorise à croire que tout ira mieux dans les autres juridictions du pays. Car d'ores et déjà, les citoyens ont pris les dispositions pour empêcher à ces imposteurs de tenir leurs réunions.

Face à l'opposition systématique des citoyens, les représentants électoraux du gouvernement de facto ont opté pour passer à la clandestinité. En effet, à l'Anse-à-Veau, dans le département des Nippes, la réunion s'est déroulée, le mardi 11 mai, avec une vingtaine de femmes d'un certain âge. Au prix de 250 gourdes par personne, celles-ci ont été transportées des sections rurales proches de cette ville, pour être réunies dans une chambre d'hôtel, d'où sont bannies les personnes de sexe masculin et les journalistes. À la fin du rassemblement, les participants et les animateurs ne pouvaient pas sortir immédiatement, par crainte d'affronter les jeunes et les activistes qui s'étaient réunis en grand nombre devant l'immeuble.

La même tactique est pratiquée à Miragoâne (Nippes) où la réunion s'est déroulée la nuit dans un lieu inconnu, également sans la participation des jeunes et des journalistes. Il semble que pour le département des Nippes, spécifiquement, ce projet illégal et anticonstitutionnel s'affiche pour ce qu'il est : des activités nocturnes illicites.

De toute évidence, le pays entier se positionne carrément contre le projet de référendum et d'élections de Jovenel Moïse. Comme, de fait, les émissaires du CEP ont été chassés, tour à tour, dans le Nord-Ouest, Nord-Est, Plateau-Central, Sud et Sud-Ouest, avant de mener leurs activités dans la clandestinité dans les Nippes. Ils sont attendus de pied ferme dans le Nord, l'Artibonite, le Centre et le Sud-Est. Pour le département de l'Ouest, il parait que le régime se fie aux gangs pour convaincre leurs constituants à faire acte de présence aux réunions des représentants du CEP, mis en déroute, jusqu'à date dans les différentes localités visitées en provinces. Ce qui permettrait d'expliquerait l'accord conclu samedi dernier entre le gouvernement et deux puissants gangs de la zone métropolitaine de Port-au-Prince dont les fiefs se trouvent à Village de Dieu et à Grand Ravine.

La stratégie des réunions programmés par le CEP, dans les différentes juridictions du pays, aux fins de propagande, en cas de succès, a connu un échec cuisant. Indiscutablement, le peuple haïtien ne veut pas de référendum illégal et illégitime, ni d'élections inconstitutionnelles faites sur mesure ! Cette opposition, déjà exprimée sous différentes formes, risque de changer de stratégie si Jovenel Moïse refuse d'entendre raison. Car les citoyens, conscients de ce qu'ils veulent pour leur pays, ne feront pas marche arrière !

HAITI OBSERVATEUR

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, N
Y 11435-6235Tél. (718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti
Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, Série étage
Port-au-prince, Haïti
Tél. (509) 223-0787 ou
(509) 223-0785

CANADA
Haïti-Observateur
Gérard Louis Jacques
514-371-6434
12 Haïti OR Canada
12213 Joseph Cassavant
Montréal H3M2C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean Claude Valleron
13 K Avenue Kléberches, Bt R Aprt. 44
93310 Le Pre ST. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS
1 ère classe
48.00 $ US, pour six (6) mois
90.00 $ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE
553.00 FF, pour six (6) mois
1005.00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
1ère classe
$73.00 US, pour six (6) mois
$160.00 US, pour un (1) an

EUROPE
73 EUROS, pour six (6) mois
125 EUROS, pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom
Company/Compagnie
Address/Adresse
City/ville State/Etat
Zip Code/Code Régional Country/Pays
Tous les abonnements sont payables d'avance par chèques ou mandat bancaire

Journal 12 - 19 mai 2021.qxp_HO 5/12/21 4:28 AM Page 11

EDITORIAL

The people reject Jovenel Moïse's referendum and project of elections!

As soon as his two-edged project of a bogus referendum and tailor-made elections to install a dictatorship and the reign of impunity permanently, the majority of citizens declared themselves in opposition. Their position has radicalized over the past months, while Jovenel Moïse persists in his quixotic plan, behaving as if he has plugged his ears not to hear the cries of protest echoing from all sides. Though the resistance has changed strategy, even threatening to resort to violence to stop the momentum of his emissaries, as if he were deaf, the de facto president persists with his various initiatives to impose his referendum and elections.

If he still had any doubts about the Haitian people's determination to reject his projects, the events of last week in several departments of the country are clear indicators of what to expect. While there is a consensus that the 1987 constitutions should be amended and elections should be held to return to some political normalcy, Haitians categorically reject the idea that Jovenel Moïse be the one to carry them out. In addition, the activists engaged in the campaign to defeat his diabolical projects are not giving up on their position. That was clearly demonstrated in what first happened on Tuesday, May 4, in Jean-Rabel, in the North-West department. They chased out the agents of the Provisional Electoral Council (CEP) who came to install a local referendum committee. Now that first act is turning into a national movement. If the authorities pretend

to ignore its scope, harmful consequences may ensue, both for those in power and for the country at large. From one success to the next, the anti-referendum/election forces are gaining in intensity as the weeks go by. In the process, Jovenel Moïse and his team have suffered several setbacks, both nationally and internationally. Indeed, the wind has changed direction and Haiti's de facto president must be feeling the ground slipping under his feet.

In one action in Jean-Rabel, a young lawyer from Port-de-Paix, Andalasse Mertilus became a hero. He led a group of young people of both sexes and opposition activists, as they chased out the CEP representatives who had come to give a seminar on the referendum and the elections and proceed with setting up their local committee. Intervening publicly that day, Mr. Mertilus warned the representatives of the illegal and illegitimate electoral commission that it was a sham on their part to evoke the constitution in talking about their tailor-male elections. They had no right, neither were they qualified to engage in such an initiative. Furthermore, he advised them not to set foot in Jean-Rabel again, or anywhere else in the North-West department, for that matter. As some members of the assembly began to make violent remarks against them, the visitors decided to leave the place and quickly fled from the city.

It line with their scheduled activities, the agents of the decried CEP decided to go to places, which had benefited recently from Mr. Moïse's generosity. Such was Port-de-Paix, the president's hometown, where the national carnival had been held in February. So, the next day Port-de-Paix got an electoral visit from the representatives of the CEP. A welcome similar to that of Jean-Rabel, the day before, awaited them. Once again, the CEP members were verbally aggressed by a group of citizens and were chased out of town, not unlike the treatment of the previous day.

Thanks to social networks, the echoes of the event in Jean-Rabel reached every corner of Haiti and even the diaspora. Thus, almost the entire country was on alert against such a visit in their communities. Immediately, messages were sent to the CEP agents telling them not to show up, threatening them with the worse, including expulsion. During the same weekend, the bad news came from the Grand'Anse department (Southwest). In Jérémie, Anse d'Hainault and Les Irois, the women and men of Jovenel Moïse's electoral organization had the same fate as their colleagues, who had been sent on mission in the Northwest.

In the Southern department, the electoral emissaries of Jovenel Moïse avoided the city of Les Cayes, which is considered hostile to the *Bald-Headed* regime, They chose the village of Torbeck, more than 20 miles from this city, as the venue for their meeting. They quickly realized that they were not welcome there either. Therefore, as in the other jurisdictions, where they had been kicked out, they left the place at full speed.

Obstinate as a mule, Jovenel Moïse intends to pursue his project that is almost universally decried in Haiti. He pretends not to understand that the people have said NO! After successive failures, the promoters of the bogus referendum and tailor-made elections, who have been rejected everywhere, decided to try their luck in the Plateau-Central, Haiti's highlands adjacent to the Dominican Republic. However, in Hinche, the attitude of the citizens was no different. Same thing in Ouanaminthe. Clearly, the people in this department speak with one voice: NO to the unconstitutional and illegal referendum! NO also to tailor-made elections!

As it is, the promoters of the bogus exercises, whether referendum or elections, are chased out of three departments. In addition, there is no reason to believe that things will be better in the other jurisdictions of the country. For, the citizens already have taken steps to prevent these impostors from holding their meetings in their communities.

Faced with the systematic opposition of the citizens, the de facto government's electoral representatives have opted to go underground. For example, in Anse-à-Veau, in the Nippes department, the meeting took place on Tuesday, May 11, with about twenty (20) elderly women. At a cost of 250 gourdes, nearly $3 per person, they were transported from rural communities near the city, to a gathering in a hotel room, with male individuals and journalists banned. At the end of the rally, the participants and facilitators could not leave immediately, fearing what to expect from the youth and political activists who had gathered in large numbers in front of the building.

The same tactic was used in Miragoâne (Nippes) where the meeting took place at night in an unknown location, also without the participation of youth and journalists. It seems that the Nippes department, specifically, has served as a laboratory for the illegal and unconstitutional project, which is displayed for what it is: nocturnal illegal activities.

Clearly, the entire country is taking a stand against Jovenel Moïse's referendum and election project. As it is, the emissaries of the CEP have been chased out in the North-West, Northeast, Central Plateau, South and South-West. Whereupon their activities are carried out in hiding and after nightfall in the Nippes. Now, they are eagerly awaited in the North, Artibonite, and in the Southeast. As for the Western Department, of which Port-au-Prince is the capital, the authorities are apparently depending on the gangs to help get their constituents to some referendum meetings. Would that explain the recent accord reached between the government and two powerful gangs in the vicinity of the capital?

The CEP has failed miserably in its strategy to use the local meetings for propaganda purpose. In case of success, they would have served as examples to schedule other such meetings in all the other jurisdictions throughout the land. But the Haitian people are adamant about not wanting an illegal and illegitimate referendum, nor unconstitutional tailor-made elections! This opposition, already expressed in different forms, risks changing strategy, if Jovenel Moïse refuses to listen to the voice of reason. Because the citizens are fully aware of what they want for their country. They will not back down!

HAITI OBSERVATEUR

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, N
Y 11435-6235Tél. (718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti
Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, 3ème étage
Port-au-Prince, Haïti
Tél. (509) 223-0787 ou
(509) 223-0785

CANADA
Haïti-Observateur
Gérard Louis Jacques
514-321-6434
12 Haïti OR Canada
12213 Joseph Cassavant
Montréal H3M2C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean Claude Valbrun
13 K Avenue Kléberg, Bt Rt Apt. 44
93310 Le Pre ST. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS
1 ère classe
48.00 $ US. pour six (6) mois
90.00 $ US. pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE
553.00 FF. pour six (6) mois
1005.00 FF. pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
1ère classe
973.00 US. pour six (6) mois
1160.00 US. pour un (1) an

EUROPE
73 EUROS pour six (6) mois
125 EUROS. pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom
Company/Compagnie
Address/Adresse
City/ville State/Etat
Zip Code/Code Régional Country/Pays
Tous les abonnements sont payables d'avance par chèques ou mandat français

Journal 12 - 19 mai 2021.qxp_HO 5/12/21 4:28 AM Page 12

RÉFÉRENDUM BIDON ET ÉLECTIONS SUR MESURE

Les perspectives de moins en moins rassurantes

La légitimité de Jovenel Moïse sérieusement mise à mal...

Suite de la page 5

ait savoir que l'unanimité n'est pas faite, au sein de cette institution, autour de la manière de réagir par rapport à la crise socio-économique sévissant en Haïti. Aussi expose-t-il toute une litanie de raisons qui mettent Jovenel Moïse en porte à faux par rapport à la démocratie.

En effet, M. Sanders a déclaré que Jovenel Moïse dirige par décret depuis janvier 2020, suite à l'expiration du mandat de 10 sénateurs, dont celui de 10 d'entre eux ont vu leur terme au Sénat écourté de manière illégale par le chef d'État de facto. Alors que la fin du mandat des députés est arrivée en bloc. Donc, le président illégitime déclara avoir constaté « *la caducité du Parlement* ». Parce que ce dernier n'avait pas organisé, à temps, des élections pour renouveler la Chambre des députés et le tiers de la Chambre Haute.

Ronald Sanders attire l'attention sur d'autres dérives de Moïse : Tensions politiques en permanence; recours à la force brutale par les agents de Police sur les manifestants mobilisés contre la politique scélérate du président de facto; prolifération des enlèvements contre rançon, ainsi que des assassinats, en sus du viol de femmes et l'organisation d'un référendum controversé et des élections illégitimes sur fond d'insécurité généralisée.

Pour toutes ces raisons, dit l'ambassadeur Sanders, les États membres « *concernés* » de l'OEA, notamment ceux de la Caraïbe, ont invité le Conseil permanent à prendre une résolution dont l'objectif consiste à parrainer une démarche visant à traiter le cas d'Haïti « *de toute urgence*».

En effet, explique encore l'ambassadeur Sanders, la Résolution, adoptée le 17 mars, offre «*les bons offices* » de l'organisme régional à faciliter un « *dialogue* » devant conduire à « *des élections libres et équitables*».

Dans sa dernière intervention sur Haïti, M. Sanders a révélé que le Conseil permanent « *a demandé au secrétaire général Luis Almagro d'informer le gouvernement et les autres parties prenantes majeures en Haïti de l'offre du Conseil permanent d'assumer un rôle de bons offices et d'inviter le président d'Haïti à envisager d'inviter le Conseil permanent à le faire* ».

L'ambassadeur Sanders met en doute l'exécution de la tâche qui a été confiée au secrétaire général Almagro. Aussi laisse-t-il planer le doute sur la réussite d'une telle démarche. Selon toute vraisemblance, ce dernier est de connivence avec Jovenel Moïse, en vue d'orchestrer l'implication de l'OEA autour de l'organisation du référendum illégitime et des élections faites sur mesure de Jovenel Moïse. Le silence de Luis Almagro sur le fait d'avoir informé le régime haïtien et les parties prenantes, en Haïti, sur la crise soutient cette préoccupation.

Certes, les autorités haïtiennes ont donné large publicité à la prochaine visite d'une délégation de l'OEA, en Haïti, dans le cadre des discussions sur la crise, alors que les différents groupes politiques militant sur le terrain n'ont aucune idée du contenu des discussions. Toutefois, les acteurs politiques haïtiens non gouvernementaux se méfient de cette délégation de l'organisme régional attendue à Port-au-Prince. L'opposition, dans toutes ses composantes, se dresse sur ses ergots, prête à contrer toute démarche de l'OEA visant à conforter le double projet de Jovenel Moïse.

L'opposition se cabre face à L'OEA

Sans doute sachant la position hostile de l'opposition haïtienne envers l'OEA, prenant trop souvent la défense de Jovenel Moïse, l'ambassadeur de ce dernier à Washington, a, au cours d'une réunion virtuelle du Conseil permanent, demandé que la lettre du Premier Ministre Claude Joseph au Secrétaire général Luis Almagro, demandant l'appui de l'organisation hémisphérique au référendum, soit écartée. C'est bien la position du gouvernement. Ainsi, une visite de l'OEA en Haïti dans les prochains jours est hypothétique.

Si les hommes du pouvoir, anticipent une décision favorable s'inspirant de la tenue d'une rencontre virtuelle entre les membres de l'institution, aujourd'hui (mercredi 12 mai), ceux qui se réclament de l'opposition se cabrent face à la délégation de cette institution devant participer à la réunion face à face attendue ultérieurement, en Haïti. N'ayant pas fait la promotion de cette rencontre, auprès des opposants traditionnels, surtout les durs, Jovenel et son équipe donnent l'impression de vouloir s'entendre pour travailler avec l'OEA, de concert avec la frange de l'opposition qui est toujours disposée à collaborer avec le régime PHH-Kiste, dans l'espoir d'avoir l'occasion de partager le pouvoir avec lui.

En effet, depuis son accession, à la tête de la primature, Claude Joseph a lancé et n'a cessé de réitérer l'idée de la mise sur pied d'un gouvernement de consensus, en vue d'une résolution « durable », selon lui, de la crise sociopolitique, une initiative menée en privé avec des coopérants qui se disent de l' «opposition apprivoisée ». Cette dernière est appelée « quémandeurs de jobs » par l'opposition légitime. Il y a un revers de la situation pouvant même affecter le statut de Premier ministre a.i., Joseph. Finis donc les fantasmes.

Dans sa dernière intervention, l'ambassadeur Ronald Sanders attire l'attention sur la débâcle que risque de connaître la mission de la délégation, au cas où se confirmerait la connivence évoquée avec Jovenel Moïse. Pour se faire une juste idée de l'humeur de l'opposition institutionnelle, à l'égard de la visite des représentants de l'OEA en Haïti, il suffit de prendre connaissance des propos tenus par le sénateur Youri Latortue, figure de proue de l'opposition, que voici : « *La mission de l'OEA à venir doit être transparente, équitable, et ne pas exclure les auteurs de la résolution du Conseil permanent (mars 2021). Quant au référendum illégal de J. Moïse, objet de graves dissensions, il n'a pas à figurer sur l'agenda. Il n'est d'ailleurs pas dans la résolution*».

En tout cas, dans le cadre des interventions faites sur les stations de radio de la capitale, relatives à la mission de la délégation de l'OEA, en Haïti, ont été entendus des propos hostiles aux émissaires de l'organisme régional attendus à la capitale haïtienne. D'aucuns ont fait des déclarations portant sur des dispositions à lapider les membres de la délégation, au moment de leur arrivée au pays.

Si le secrétaire général de l'OEA, Luis Almagro, a toujours affiché une attitude bienveillante et coupable, à l'égard de Jovenel Moïse, en dépit de ses nombreuses dérives financières et criminelles, qu'il se ressaisisse à temps, pour ne pas avoir à confronter l'hostilité des opposants farouchement déterminés à avoir raison du président de facto.

Au bout du compte, les différentes prises de positions lancées à l'encontre du président de facto, au sein de la communauté internationale; ainsi que les déboires qu'ont connues ses politiques, sur le plan national, ont mis à mal sa crédibilité, au point de sceller définitivement sa déchéance, voire son expulsion du Palais national.

Lisez, dans cette édition, à la page..... la « Proposition d'accord politique pour une résolution durable de la crise » mise au point par le Palais national, feuille de route, préparée sans doute, à l'intention de la discussion qui sera pilotée par la délégation de l'OEA.

PROPOSITION D'ACCORD POLITIQUE EN VUE DE RÉSOUDRE LA CRISE

Stratégie pour damer le pion à l'opposition

S'obstinant à foncer, tête baissée, dans son projet de référendum illégitime et illégale et de ses élections inconstitutionnelles faites sur mesure, le Palais national, par l'entremise du chef de gouvernement, Claude Joseph, met en avant une « *Proposition d'accord politique pour une résolution durable de la crise* ». Ce document, qui n'a pas été soumis à l'appréciation de l'opposition, serait un secret de Polichinelle. Mais la publication en ligne *Boukannews* dit en avoir obtenu une copie, qui est publié à la date du 11 mai, sous la plume de Joël Léon.

Tout en remerciant l'équipe de Boukannews pour cette belle initiative, la Rédaction d'*Haïti-Observateur* tien à mettre ses lecteurs au parfum, par rapport à toutes les manœuvres souterraines du pouvoir en place relatives au double projet de Jovenel Moïse.

Voici la version intégrale de la proposition d'accord, qui aurait été rédigée en conseil des ministres.

Proposition d'accord politique pour une résolution durable de la crise

CONSIDÉRATIONS

Considérant la situation d'instabilité politique chronique mettant en danger les institutions républicaines et les fondements mêmes de la démocratie ;

Considérant la dégradation accélérée des conditions de vie de la population et la détérioration du climat sécuritaire marqué par la prolifération de groupes armés à travers le pays ;

Considérant le dysfonctionnement du Parlement ;

Considérant le consensus général dégagé au sein de la société haïtienne sur la nécessité de trouver un accord national pour la résolution de la crise politique ;

Considérant la nécessité d'effectuer, de façon consensuelle, les grandes réformes de l'Etat pour garantir la bonne gouvernance et la stabilité politique, rétablir l'équilibre entre les pouvoirs de l'Etat et amorcer le développement durable au bénéfice de toutes les couches de la société haïtienne ;

Considérant les différentes propositions issues de toutes les forces vives la nation haïtienne dont la Société Civile, le Secteur privé des Affaires, le Secteur Syndical, les différentes branches de l'Opposition Politique, les Courants Religieux ainsi que les conclusions pertinentes de l'Accord de Kinam II et de celui de Mariott;

Nous – de La Présidence de la République, du Secteur privé, des Partis politiques, des Associations civiques, des Organisations socioprofessionnelles et religieuses, des Organisations sociopolitiques de la Diaspora- reconnaissons l'urgente nécessité de signer un accord politique en vue de résoudre pacifiquement et démocratiquement la crise haïtienne actuelle.

Nous, les signataires du présent accord, avons convenu ce qui suit:

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

En accord avec les signataires du présent accord, le président de la République met en place un gouvernement d'union nationale dirigé par une personnalité consensuelle (issue de la société civile ou de la classe politique) qui porte le titre de Premier

Suite en page 13

Journal 12 - 19 mai 2021.qxp_HO 5/12/21 4:28 AM Page 13

PROPOSITION D'ACCORD POLITIQUE EN VUE DE RÉSOUDRE LA CRISE

Stratégie pour damer le pion à l'opposition

Suite de la page 12

ministre.
Le Premier ministre forme en accord avec le président de la République et dans les vingt-quatre heures suivant sa nomination- un Cabinet ministériel en concertation avec les différents secteurs et organisations signataires du présent accord.

Le président de la République accepte de réviser en Conseil des ministres et après consultation avec la société civile, les principaux actes réglementaires adoptés et publiés sous forme de décrets.

MISSION DU GOUVERNEMENT D'UNION NATIONALE

Le gouvernement d'union nationale doit en priorité :

Renforcer les dispositions déjà prises, afin de permettre aux institutions républicaines de garantir la sécurité des vies et des biens sur toute l'étendue du territoire ;Replâtrer le Conseil électoral provisoire en dégageant un consensus sur le remplacement de certains membres par les institutions indiquées dans la Constitutions de 1987 amendée ;

S'assurer de la prestation de serment des membres du Conseil électoral provisoire par-devant la Cour de cassation ;Créer un comité qui doit vérifier le système d'enregistrement et de distribution des cartes d'identification nationale ;Renforcer le Conseil consultatif indépendant pour l'élaboration du projet de la nouvelle Constitution (CCI) en y intégrant un comité de relecture chargé de réviser l'avant-projet mis en circulation ;

Engager les forces politiques et sociales signataires du présent accord dans une campagne de sensibilisation auprès des citoyens pour vulgariser les dispositions du projet de la nouvelle Constitution ;Soumettre le projet de Constitution finalisé en Conseil des ministres pour adoption avant la ratification en référendum ;

Prendre des dispositions réglementaires pour que le projet de nouvelle Constitution soit soumis à la ratification au plus tard en juin 2021 ;

Élaborer un plan d'urgence avec un budget rectificatif si nécessaire, pour venir rapidement en aide aux populations vulnérables ;

Intensifier la lutte contre la corruption et l'impunité ;

Veiller à une bonne distribution de la justice en donnant priorité aux procès réclamés par les forces vives de la société haïtienne ;

Activer le jugement des militants politiques appréhendés pendant les périodes de mobilisation et incarcérés jusqu'à date.

DISPOSITIONS FINALES

Soixante-douze heures après la tenue du référendum, le Conseil électoral provisoire proclame les résultats et les transmet au chef de l'État pour publication.

En cas de ratification, le président de la République promulgue dans un délai de quarante-huit heures au plus, la nouvelle Constitution souverainement ratifiée par le peuple.

Une fois le référendum réalisé et les résultats promulgués, le gouvernement d'union nationale prend toutes les dispositions pour permettre au Conseil électoral provisoire de poursuivre le processus électoral.

Les élections générales se tiendront au plus tard à la fin de septembre 2021, au cas échéant, sous l'empire de la nouvelle Constitution ;

Un comité de garantie et de suivi (CGS) est créé;

Ledit comité est chargé de veiller au strict respect à l'exécution des termes du présent accord ;
11.. En cas de différends, les parties s'engagent à s'en remettre à la médiation du CGS;
12.Cet accord reste ouvert à la signature des organisations qui y adhéreront.
De bonne foi, nous signons le présent accord pour sortir ses effets dès sa signature, lequel s'impose aux parties signataires.
Donné de nous à Port-au-Prince, au Musée du Panthéon national naïtien (MUPANAH) en l'An (…) de l'Indépendance Nationale

Signatures

INSÉCURITÉ ET LAXISME DU GOUVERNEMENT

Les patrons montent au créneau

Suite de la page 1

avait promis d'aller vite en besogne pour mater les gangs armés et ramener la paix dans le pays, leur patience ne pouvait plus tenir. Les quelques semaines que le successeur de Joseph Jouthe a passé au pouvoir n'ont pas apporté les mesures d'urgence, qu'il avait annoncé pour ramener la paix et la sérénité, des mesures sur lesquelles les hommes d'affaires comptaient pour voir la reprise des activités commerciales et le retour des clients chassés par la violence des gangs, le kidnapping, en tout premier lieu.

Dans un communiqué publié le 10 mai, un groupe d'hommes d'affaires ne s'est imposé aucune retenue à dire la vérité telle qu'elle est aux dirigeants du pays. Dans un document titré « *La lettre des patrons* », cinq femmes et hommes d'affaires du pays font état de leurs préoccupations, face au climat délétère dans lequel se débat le pays, imputant, sans langue de bois, la responsabilité à ceux qui ont la responsabilité de diriger le pays. Voici le texte intégral de La lettre des patrons :

La lettre des patrons

Plusieurs associations patronales signataires de ce communiqué ont assisté, suite à l'invitation du Premier Ministre a.i. et Président du CSPN, Dr. Claude Joseph, à une séance d'information le samedi 17 avril 2021 sur les nouvelles mesures adoptées par le Gouvernement en vue d'enrayer l'insécurité et le phénomène de kidnapping. Lors de cette rencontre, les parties en présence ont pu échanger longuement sur la situation en général et les attentes de la population, en particulier.

Force est de constater que plus de deux semaines après, la situation n'a fait qu'empirer et que si mesures prises il y a eu, les résultats n'y sont pas, bien au contraire! L'insécurité multiforme impacte la population dans son ensemble et les cas de kidnapping touchent tous les secteurs indistinctement. Ces associations exigent que la Justice fasse son travail dans ce contexte d'insécurité extrême.

Trop c'est trop, ceux qui ont pour mission de servir la population et ce, jusqu'au plus haut niveau de l'état, ont failli à leur mission essentielle de servir et protéger. Notre économie est en lambeaux, les jeunes sont complètement désœuvrés et deviennent des recrues faciles pour les gangs armés qui s'installent et sévissent dans tous les quartiers, au grand dam des habitants livrés à eux-mêmes, alors qu'ils sont déjà confrontés à des difficultés financières, pendant que la situation politique s'enlise et exacerbe la crise.

Dans ce contexte de violence et d'instabilité généralisée, les chambres de commerce et associations signataires demandent au Premier Ministre, chef du CSPN, de prendre acte de l'inefficacité des actions jusqu'à présent entreprises pour pallier au problème grave de l'insécurité et des conséquences qui en découlent sur tous les acteurs de la Nation.

Par conséquent, nous demandons encore une fois aux autorités d'assumer leurs responsabilités et de prendre les dispositions qui s'imposent pour rétablir l'ordre et la sécurité sur le territoire National, en élargissant leurs consultations aux experts en la matière, en renforçant la police en voies et moyens.

La sécurité est un droit fondamental dû à tout citoyen, et la Nation attend de vous des actions concrètes pour rétablir l'ordre public.

Datée de Port-au-Prince, le 10 mai 2021, le document porte la signature des chefs et responsables d'entreprises suivants : Michelle Mourra, présidente CCHC; Laurent St Cyr, président CCIO/président a.i. CCH; Wilhelm Lemke, président ADIH; Christelle Vaval, vice-présidente AmCham Haïti; Raina Forbin, présidente ATH.

Journal 12 - 19 mai 2021.qxp_HO 5/12/21 4:28 AM Page 14

Journal 12 - 19 mai 2021.qxp_HO 5/12/21 4:28 AM Page 15

Journal 12 - 19 mai 2021.qxp_HO 5/12/21 4:28 AM Page 16

NOUVELLES BRÈVES

Un scandale de corruption en République dominicaine, des répercussions sur deux présidences

Depuis déjà trois semaines, « *El Caso Coral* » défraie l'actualité, en République dominicaine, où les administrations de deux ex-présidents sont impliquées. Car, la procureure de Santo Domingo, Miriam German Brito, chargée du dossier, a avancé que les investigations se déroulent sur toute une décennie, soit de 2010 à 2020, touchant les deux dernières années de la présidence de Léonel Fernandez Reyna (2004-2012) et celle de Danilo Medina Sanchez (2012-2020), les deux du Parti dominicain de Libération, PLD, de son sigle espagnol, qui a dominé la scène politique au pays durant un quart de siècle.

Suite à des descentes de lieu par la PEPCA, organisme anti-corruption, le samedi 24 avril, le général Adam Cáceres Silvestre, ancien chef de la sécurité rapprochée du président Medina, est sous les verrous. Parmi d'autres arrêtés ce jour-là, on compte la prédicatrice Rossy Guzmán et son fils, ainsi que deux autres personnes soupçonnées de corruption, de blanchiment d'argent et d'autres crimes.

Ce n'est que le commencement des douleurs, car dans une plainte étalée sur 195 pages, il y a plus de 400 accusés. Selon ce qu'a rapporté le quotidien *Hoy*, dans son édition de lundi dernier, 10 mai, le colonel Raul Alejandro Girón Jiménez, toujours de service, s'est déclaré coupable et se porte témoin, devenant ainsi une pièce maîtresse pour l'accusation. Outre le général Adam Cáceres, il a pointé du doigt le colonel Rafael Nuñez de Aza, qui était chargé des finances du Corps de sécurité présidentielle, secondant le général. Ce sont ces deux qui ont orchestré un vaste programme au sein de la police et de l'armée, en collaboration avec des civils, pour soutirer des millions de dollars, qui devaient atterrir dans les coffres de l'Ētat, à d'autres fins. C'est que, de connivence avec des potentats dans l'administration, ils avaient le monopole sur presque tous les importants contrats d'Ētat, même celui du système de transport souterrain de Santo Domingo.

À souligner que suite aux fouilles de PEPCA, l'organisme anti-corruption a saisi des millions de dollars des avoirs de Cáceres, de Guzman, Tanner Antonio Flete, le fils de la prédicatric, Rafael Nuñes ainsi que de Raul Alejandro Girón, ayant décidé de collaborer avec la prosécution.

En tout cas, c'est un scandale de taille, et l'on doit saluer le courage et l'honnêteté du président Luis Abinader, qui a tenu parole. Car l'un des thèmes de sa campagne présidentielle, l'année dernière, était l'éradication de la corruption dans l'administration. L'Opération ***« Caso Coral »*** est la troisième de ce genre couvrant la période 2012-2020, tout en signalant que la première, surnommée

L'ex-président dominicain Danilo Medina

« Octopus », avait mis en accusation un frère et une sœur du président Medina qui ont été emprisonnés, mais libérés sous caution. Extraordinaire, seulement dans

Le procureure générale de Santo Domingo Miriam German Brito

les premiers huit mois depuis son inauguration au mois d'août de l'année dernière!

Et les Haïtiens dans tout cela? Un patriote, expert des relations haïtiano-dominicaines de dire, ***« Attendez! Je n'ai aucun doute que des Haïtiens seront pris dans l'engrenage, car des millions volés en Haïti sont investis en République dominicaine dans de mauvaises conditions ».*** Et un autre de dire : ***« Zòt ki gen zanno kay ofèv, mete bab nou alatranp! »*** Dossier à suivre.

L'ACTUALITĒ EN VRAC

Ce n'est plus un secret que les gangs opèrent de concert avec le gouvernement, au détriment du peuple. C'était la grande surprise samedi dernier, 8 mai, de lire le tweet de Robenson Geffrard du quotidien Le Nouvelliste concernant l'accord gang-gouvernement à la veuille du référendum du 27 juin, nationalement et internationalement décrié. Tenez : ***« Les gangs de Grand-Ravine et de Village-de-Dieu, 2 parmi les principaux groupes armés impliqués dans les activités de kidnapping à Port-au-Prince, acceptent d'observer une pause après des négociations avec la CNDDR, selon une source proche de la Commission. @nouvelliste#Haiti ».***

À souligner que CNDDR est le sigle de l'organisation gouvernementale « Commission nationale de désarmement, démantèlement et réinsertion » dans la société les bandits qui font la loi. Tout indique que la CNDDR a failli à la tâche, qu'au contraire, les représentants du gouvernement au sein de l'organisme s'entendent avec les gangs quand les autorités ont besoin de leur support. On notera qu'il ne s'agit que d'une « pause » de la part des bandits. Sans doute le temps que cela prendra pour organiser le référendum, n'est-ce pas? Combien a été déboursé pour les gangs des USD 40 millions (40 000 000,00 $), somme dite disponible pour le référendum?

***L'accord gang-gouvernement de Grand-Ravine et de Village de Dieu n'est point général.** Pendant qu'on annonçait, samedi, la « pause » des opérations de kidnapping, dans la soirée du samedi un haut gradé de la Police a été assassiné tandis qu'il essayait de contrecarrer des bandits dans l'enlèvement d'une dame. L'inspecteur divisionnaire Gabo Désiré a été abattu à La Trambley, commune de Croix des Bouquets, zone accaparée par les gangs dits « 400 Mawozo ». Ni le haut commandement de la Police, ni le Premier Ministre, chef du Conseil supérieur de la Police nationale (CSPN), n'a pipé mot.

***Lâché de toutes parts quant à son projet de référendum bidon, Jovenel Moïse se fait des alliés inconnus.** Selon Mathias Pierre, ministre délégué auprès du Premier Ministre pour les questions électorales et les relations avec les partis politiques, on est sur le point de trouver une solution au problème de l'insécurité, à la veille du référendum. Dans un tweet, le 5 mai, il avance : *« À partir du 17 voieai 2021 prochain, trois experts internationaux, dans des domaines liés à la sécurité seront dans nos murs pour accompagner la Police Nationale d'Haïti en vue de mettre les bandits hors d'état de nuire »*.

On se demande si ces « experts internationaux », agissent en catimini, car jusqu'à présent aucune organisation internationale n'a annoncé quoi que ce soit concernant Haïti. Au contraire, tous les anciens partenaires du président de facto d'Haïti se déclarent contre le référendum, en commençant par le BINUH, Bureau Intégré des Nations Unies en Haïti, en passant par le CORE Group des diplomates occidentaux à Port-au-Prince, le Département d'Ētat américain, et en tout dernier lieu, la semaine dernière, l'Union Européenne, Leur refus de se mêler, d'une façon ou d'une autre, à ce référendum bidon est assourdissant. Car, selon toute analyse, il s'agit d'un retour à la dictature via une constitution, à être approuvée illégalement –et inconstitutionnellement— par voie référendaire!

L'ex-président dominicaine Léonel Fernanez

Disant que c'est une affaire haïtienne, ***« etranje pa mele, »*** Jovenel Moïse utilise le dicton créole pour dire ***« hors les étrangers ».*** Et voilà qu'il fait face au peuple haïtien qui dit **Non** et chassent les émissaires du gouvernement qui osent, même en catimini, faire escale dans certaines communautés en vue d'installer des comités locaux pour l'organisation du référendum. Du train que vont les choses, on pourrait déboucher sur unc conflagration générale d'ici le 27 juin.

Un Mémorial pour les victimes du coronavirus, à l'initiative de « Haitian Leadership Forum ». C'est le 28 avril, à 11 heures du matin que débutera cette célébration, en mémoire de nos disparus, victimes de la pandémie du siècle, sur les marche-pieds du *Borough Hall* de Brooklyn, au 209 Joralemon Street.

C'est la branche de Brooklyn de l'organisation *« Haitian Leadership Forum »* (HLF) qui, de concert avec des compatriotes et ami-e-s d'Haïti, trouve qu'il faut se souvenir de ceux qui, dans la zone dite « Tri-State » (New York, New Jersey et Connecticut) ont succombé au virus mortel.

Selon la note de presse émise par HLF, l'Ēvêque Guy Sansaricq sera le principal porte-parole du jour. Parmi les artistes qui participeront à la commémoration, il y a lieu de mentionner Félina Backer, la Chorale Ēclat ainsi que Duke Guillaume.

Des délégations, attendues de New Jersey et de Connecticut se joindront à celles de New York, dans des rôles respectifs. Le Pasteur Carlo Nazaire et Père Marc Arthur François co-présideront la délégation de New Jersey, tandis qu'il reviendra au Père Ēmile Cyprien et au Pasteur Samuel Nicolas de co-présider la délégation de New York. Pour le Connecticut, ce sera le Pasteur Pierre D'Haïti qui dirigera la délégation.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter Marie Alice Voltaire, BS, RN, Manager du Projet HL, au 917-331-3663; email : mvoltaire1014@hotmail.com.

***Sur la scēne internationale c'est la guerre ouverte entre les Israëliens et les Palestiniens qui occupe Gaza.** Les hostilités ont éclaté lundi, 10 mai, avec des tirs d'artillerie des deux côtés. Hier, mardi, au lieu d'un sursis, ce fut la guerre totale entre Hamas et Israël, causant une trentaine de morts à Gaza et des édifices détruits. Par contre, du côté israëlien, on parle d'une douzaine de morts. Des édifices sont aussi atteint en Israël. Reste à déterminer les raisons du conflit. Histoire à suivre.

***Des enfants de 12 à 15 ans sont éligibles pour le vaccin contre la COVID-19.** En faisant l'annonce, lundi, 10 mai, la *Food and Drug Administration* (FDA) a laissé entendre que la campagne de vaccination a franchi une autre étape, car jusqu'à cette semaine seulement les enfants de 16 ans étaient éligibles d'être inoculés. Il est dit, cependant, qu'en ce qui concerne les enfants de 12 à 15 ans, il faut utiliser le vaccin Pfeifer.

Pierre Quiroule II, 12 mai 2021